



## CSA et Drapeau national hissé à Kidal Folklore ou tournant majeur ?



**CS/M5-RFP : Mobilisation générale  
pour sauver le Mali**

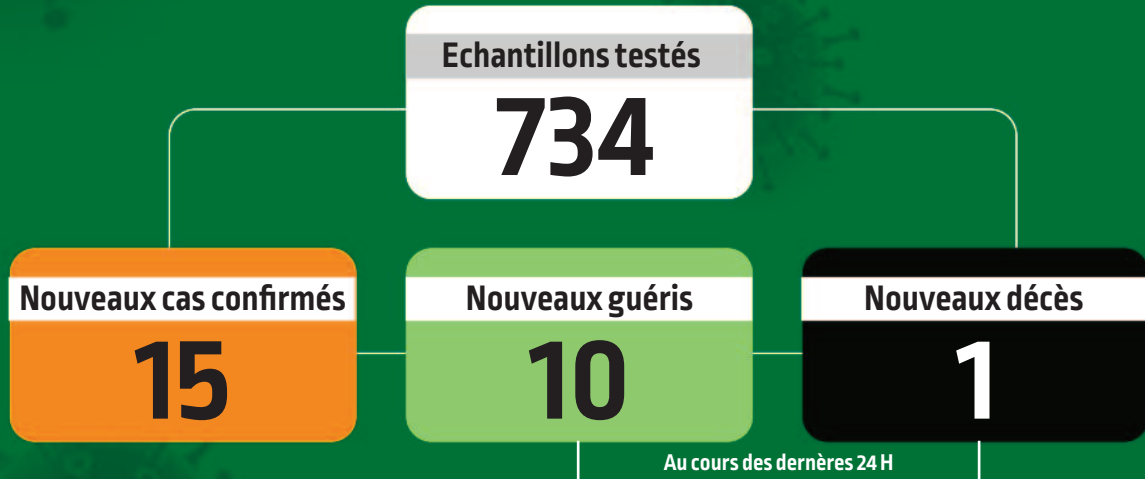


**OHADA : Le Mali nouveau président**

# COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au jeudi 11 février 2021



## Bilan global de la situation du Covid 19



## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand  
la distance de sécurité  
ne peut être respecter



Se laver les mains  
régulièrement



Tousser ou éternuer  
dans le coude



Respecter la distance  
de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique  
pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer  
les mains



Eviter de se toucher le visage :  
la bouche, les yeux ou le nez

<b>Une</b>	CSA et Drapeau national hissé à Kidal : Folklore ou tournant majeur ?	<b>P.5</b>
<b>Brèves</b>	Boubacar Keita hors du Mali : L'ex-junte lève les restrictions autour de lui Centrafrique : Le KNK réfute les accusations présentant Bozizé comme responsable de la CPC Présidence de la transition : Visite de travail du chef de l'état à Nouakchott en prélude au prochain sommet du G5 SAHEL Audience à Koulouba : Le Chef de l'État a reçu le Ministre algérien des Affaires étrangères en visite au Mali Grève de 72 heures de l'AEEM : Le bureau de coordination se désolidarise Mali : Kidal accueille la première réunion du comité de suivi de l'accord d'Alger depuis 2015	<b>P.11</b> <b>P.11</b> <b>P.12</b> <b>P.12</b> <b>P.13</b> <b>P.13</b>
<b>Actualité</b>	OHADA : Le Mali nouveau président Région de Ménaka : La MINUSMA renforce les capacités des éléments de l'armée reconstituée du Mali Relance de la filière coton : Les solutions des assises nationales Péages routiers : Un difficile compromis	<b>P.14</b> <b>P.15</b> <b>P.16</b> <b>P.17</b>
<b>Politique</b>	CS/M5-RFP : Mobilisation générale pour sauver le Mali Inclusivité de la transition : Les autorités doivent aller au-delà des discours Rencontre PM - Classe politique : De grosses peintures politiques réagissent Cheick Oumar Sissoko sur le manifeste de l'imam Dicko : « Après avoir trahi les idéaux des Maliens au profit de la junte militaire au pouvoir, l'imam Dicko tente de revenir au-devant de la scène à travers un manifeste » Baber Gano, RPM : « Il faut hâter les pas pour réaliser tant de choses dans le délai »	<b>P.18</b> <b>P.20</b> <b>P.21</b> <b>P.24</b> <b>P.25</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Festival sur le Niger, Edition 2021 : Un festival sans festivités	<b>P.27</b>
<b>International</b>	« Y en a marre », FDS et FRAPP se mobilisent au Sénégal : « Il ne reste que l'affrontement » La Corée du Nord : Le pays accusé d'avoir volé plus de 300 millions de dollars de cryptomonnaies	<b>P.28</b> <b>P.29</b>
<b>Sport</b>	CAN 2021 : Calendrier, résultats, classements des qualifications	<b>P.30</b>
<b>Document</b>	EDITION SPECIALE : Hommage à l'ancien Président de la Commission de l'UEMOA Soumaila CISSE, un des acteurs clé de l'Intégration Régionale	<b>P.33</b>



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

## portant prévention et répression de l'enrichissement illicite s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.





## CSA et Drapeau national hissé à Kidal : Folklore ou tournant majeur ?

**F**olklore ? Oui, l'arrivée de la première fournée de la délégation gouvernementale a donné lieu à un folklore inacceptable. Au mépris de toutes les recommandations constamment serinées pat lui-même et par les autorités sanitaires, les ministres présents et les responsables de la CMA, emportés par on ne sait quelle irresponsabilité, n'ont pas hésité à se serrer ostensiblement les mains, à se faire des accolades. Irresponsabilité peut-elle être plus grande ? Voilà des actes qui peuvent ruiner des mois d'efforts soutenus. Surtout si l'on se rappelle que le même gouvernement n'a pas hésité à appeler à un vaste rassemblement sans me-

sures barrières à l'occasion de l'arrivée des Aigles de Yaoundé auréolés de leur titre de vice-champion d'Afrique des footballeurs locaux. Il semblerait que le drapeau national flotte de nouveau dans la « capitale de l'Azawad », pardon dans la 8ème région administrative du Mali, et cela en la faveur de la tenue de la 42ème session du Comité de Suivi de l'Accord dans cette ville longtemps restée une sorte d'Etat dans l'Etat du Mali du fait des velléités séparatistes des groupes armés de la CMA, en dépit de la signature d'un accord dit de paix et de réconciliation nationale depuis 2015. On aurait bien voulu applaudir, mais des précédents fâcheux nous incitent à la prudence, au

cas où tout cela n'aura été qu'un folklore comme toujours !

En effet, plusieurs membres du gouvernement séjournent dans la capitale de l'Adrar des Ifoghas dans le cadre de la tenue de la 42ème session du Comité de Suivi de l'Accord (CSA), une première depuis juin 2015, date de la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger. Une session qui se tient en présence des partenaires internationaux du Mali et qui, pour beaucoup, serait un signal fort dans le cadre du retour définitif de Kidal dans le giron malien, ouvrant ainsi la voie au retour de l'administration dans la région.

Nous ne sommes pour le moment sûr de rien, au regard des récents quiproquos nés de la création unilatérale d'une zone de défense et de sécurité dans le Gourma par la CMA, et qui auront occasionné une certaine violence verbale entre les responsables de ce mouvement passés pour être « maîtres de Kidal » et le gouvernement malien. En effet, dans un communiqué, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale avait énergiquement réagi à cet acte qualifié de « trans-



gression du cessez-le feu » conclu entre les parties.

Toute chose qui, selon le communiqué du ministre des Affaires Etrangères, est de nature à susciter des interrogations et des suspicions au moment où les parties se sont engagées à tenir une concertation de niveau décisionnel

pour finaliser la phase d'intégration du dernier groupe des ex-combattants issus des bataillons du Mécanisme Opérationnel de Coordination (MOC) dans les Centres de formation. Tout en invitant la médiation internationale à se pencher sur la question conformément aux dispositions des paragraphes 7 et 9 du Pacte

pour la paix au Mali et invite la CMA à réviser sa position, le gouvernement condamnait ainsi fermement cette décision qui fragilise le processus de paix dans un contexte de recrudescence des attaques des groupes terroristes. La CMA, de son côté, s'insurgeait contre de « telles allégations fondées sur des passions et sous la pression de la rue au détriment de la vérité du terrain », tout en apportant un démenti formel à ce communiqué quant à la nouveauté de la création de la zone militaire, avant de rappeler au passage que la zone dite de Gourma n'est pas une création nouvelle, puisqu'existant et relevant de la zone de haoussa (rive gauche du fleuve de Gao) bien avant le cessez-le-feu et l'accord d'Alger, et que la seule nouveauté est que la zone devient autonome vis à vis du haoussa et dépend directement de l'état major général de la CMA. Une réorganisation nécessaire, selon la CMA, pour protéger et sécuriser les populations civiles et pour mieux coordonner avec les forces internationales et nationales. Ce, d'autant que les FAMAs avaient, d'après la CMA, maintes fois et de façon répétitive violé le cessez-le-feu en faisant des opérations militaires et des patrouilles unilatérales procédant aux fouilles et aux arrestations des paisibles citoyens « Azawadiens » dans des Zones sous son contrôle, et en occupant le terrain en dehors des mécanismes de L'APR/d'Alger, sans que cela ait suscité des réactions de sa part. Au-delà de cette escalade verbale et de la







tenue même de la session du CSA à Kidal, ce pour lequel les autorités maliennes, les groupes armés et les partenaires semblent se satisfaire le plus est l'exhibition du drapeau national dans la capitale des Ifoghas... Sauf que ce n'est pas la première fois qu'un tel geste soit fait, mais toujours remis en cause, avec en sus la profanation du drapeau ! En effet, il y a juste deux semaines, à la faveur de tenue de **la session du Comité directeur de la CMA, où on n'a pas hésité une seconde à profaner le drapeau malien devant tout le monde.**

**Ce n'est pas tout. En effet, on se souvient des événements malheureux survenus à Kidal en juillet 2019 et qui avaient suscité des réactions un peu partout, et même de la part de la médiation internationale et de son chef de file, l'Algérie, qui avaient appelé la Coordination des Mouvements**

**de l'Azawad à faire preuve de responsabilité.** Ceux-ci faisaient part de leur indignation et de leur consternation face ces événements qualifiés à l'époque d'« inadmissibles », et condamnaient avec la dernière énergie ces atteintes gravissimes à l'unité nationale du Mali. Aussi avaient-ils appelé l'ensemble des citoyens de la région de Kidal à se désolidariser de ce genre de comportement qui, en plus de ternir leur image, constituaient une violation de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger. Par ailleurs, ils avaient exhorté les leaders de la CMA à respecter leurs engagements relatifs au retour effectif de l'Etat et de ses symboles dans la région de Kidal. Serait-ce finalement le bout du tunnel quant à la gestion de cette épineuse question, près de deux ans après ces événements fâcheux ? C'est le plus grand mal que nous souhaitons aux parties en présence

pour le bonheur du Mali et des maliens ! Pour sortir du folklore, il faut des symboles et des engagements forts. Et des réponses précises à des questions claires : le drapeau malien continuera-t-il à flotter au-dessus du gouvernorat de Kidal ou sera-t-il redescendu sitôt que les invités-témoins auront tourné le dos ? Qui a assuré la couverture sécuritaire de la rencontre : les FAMA ou les éléments de la CMA ? Quand prendra fin la séquestration des éléments de l'armée nationale cantonnée à Kidal ?

Des réponses à ces questions l'on pourrait se faire une religion objective sur la tenue du CSA à Kidal : tourisme folklorique ou tournant majeur ?

■ Yama DIALLO

**malikile.com**  
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! \*

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

**Figaro du Mali**



Kenieba: Oumar Mariko à Sitakili pour l'investiture du maire SADI.

Le Président du Parti SADI est à la tête d'une forte délégation dans la commune rurale de Sitakily située dans le cercle de Kenieba.

L'ex élu à Kolondieba a effectué le déplacement pour assister à l'investiture, ce jeudi 11 février 2021, du maire Alfousseyni Sissoko. Ce dernier du parti SADI qui était l'adjoint au maire principal décédé, devient ainsi le 5e maire de cette commune.

Dr Oumar Mariko a mis à profit cette occasion pour lancer un appel à l'unisson à tout le peuple malien: << Personne ne viendra faire le Mali à notre place. Nous devons faire le diagnostic de nos maux et trouver la solution dans l'Union autour de nos valeurs >> a-t-il martelé. B.K



Peonne même #Imam n'exige encore de la justice pour nos martyrs sinon il ne doit commencer aucune mission encore moins de se retourner dans la mosquée sans la #justice dans cette affaire. Toutes les conditions sont réunies pour une justice équitable en ce moment. Nous exigeons, moi j'exige car j'étais sous les balles réelles ces jours. Certains sont morts dans mes bras dans la mosquée, j'ai aidé les équipes de sapeurs pompiers ces jours.

Personne n'en parle.

Est-ce parceque chacun a eu ce qu'il voulait ?

Reposez vous en paix chers martyrs.

Kibili Demba Dembele

Un Survivant.



Ce soir, L'association Les Comptables De Demain mis en place le bureau régional de #Gao composé du Coordinateur Régional Mohamed Moussa et des responsables des commissions.

Au programme de la Cérémonie, il y'avait :

La Masterclass sur les cycles financiers

La Présentation de l'association aux invités

La signature de la Convention de sponsoring avec Technosup-Bcg, la seule université à Gao qui offrira des bourses et des réductions sur les tarifs aux membres

La Présentation du Bureau Régional de Gao

La prochaine étape : Mise en place du Bureau régional de Koutiala Les comptables de demain, faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés dans l'espace #ohada

Page Facebook :

[www.facebook.com/lescomptablesdedemain](http://www.facebook.com/lescomptablesdedemain)



Les syndicats des enseignants signataires du 15 octobre 2016 invitent leurs militants à reprendre les cours demain jeudi.



**Ibou SY**

Kidal: L'image du jour.







### Malick Konate

Quelqu'un qui a trahi ses camarades en pleine lutte... est capable de trahir/vendre le pays si l'occasion se présente.

N.B : Boubacar Koumare dit avalocrate, je n'ai pas dit le nom de ton môgô hein



Un seul et unique métier, la politique. Il a collaboré avec tous les régimes et il n'hésite pas une seule seconde de prendre le micro ou la rue s'il n'est pas au tour de la table ronde (mangement). Il nous disait ici que mon Boua Choco n'avait de vision, ni de projet et ne pouvait pas continuer à gérer le pays... mais hélas ! Mon Boua Choco l'a appelé à la 70eme minute du jeu au tour de la table dron... il a oublié et mon Boua Choco est devenu l'homme de situation.

Boubacar Koumare dit monsieur avalocrate, qui suis-je ?



Que ces images vous choquent et qu'elles vous coupent le sommeil . Ils sont morts pour une bonne gouvernance politique et économique (éducation, santé, eau et électricité, sécurité, lutte contre la corruption...). Ils étaient l'espoir de leur famille... Que justice soit faite ! #OnNeTirePasSurSonPeuple #JusticePourLesMartyrs

Il faut appeler TD de Boubacar Koumare autour de la table... noté il veut récupérer son ancien poste de la rue (l'homme du micro et de la conférence de presse).

se sent déçu.

Ça vous choque ? Si oui, c'est fait exprès. Cela nous attriste tous, mais leur mort ne doit pas être vaine. #OnNeTirePasSurSonPeuple #JusticePourLesMartyrs



Rêve en cours d'être réalisé grâce aux bonnes volontés Depuis le lancement du cri de cœur du jeune vendeur ambulante qui s'est fait voler par un usager de la route, le numéro orange money que nous avons partagé n'arrête pas de sonner. Nous avons reçu des dons de 1.000 à 20 000 fcfa en plus, des promesses sur promesses. A ce jour, nous avons reçu 162.228 fcfa + 10 cartons de masques (cache nez) pour le jeune vendeur ambulante, Salia Dembélé. Son numéro orange money est toujours ouvert 71 83 59 13 N.B : un suivi sera fait pour garantir et suivre l'évolution de son affaire.



Les enseignants pour le compte des collectivités territoriales observent un arrêt de travail depuis ce matin. Motif : non paiement du salaire du mois de janvier 2021.

### Mohamed Ag Assory

A l'époque, il jouait le rôle de Issa Kaou DJIM. Va-t-il récupérer son poste après le claquement de IKD ?



**Mohamed Ag Assory**

10 avr. 2019 · 25

Au delà de certaines considérations, l'Imam Dicko demeure un homme très sage et un grand patriote. J'ai eu l'occasion d'apprécier son charisme en 2013, en pleine crise. Jamais il n'a baissé les bras face aux différentes sollicitations.  
PS: sur la photo, on était tous jeunes.



### Mohamed Missifing Keita

N'oubliez Pas, Quelq'un Qui Cherche À Vous Nuire Où Vous Blessier, Cette Personnes Est Elle-Même En Souffrance, Le Comprendre Favorisera Le Pardon Et La Libération. Sachez Pardonné ! Admiré La Personne Qui Te Critique Car Prisonnière De Sa Propre Jalousie Elle Ne Fait Que T'admirer.....  
Ton Âge Ne Définit Pas Ta Maturité. Tes Notes Ne Définissent Pas Ton Intelligence. Les Rumeurs Ne Définissent Pas Qui Tu Es ;  
Chef De Fraction Immididaghene 1 De Kel Gossi  
Mossa Gossi Gattia Tarhanine



### Yeah Samake



#### DON DE MANUELS SCOLAIRES

Chers compatriotes,  
Nous avons procédé hier à la remise d'un important lot de manuels scolaires à l'Ecole Fondamentale JP's Peace, Love & Happiness Foundation de #MôrMôr construite par la Fondation Empower Mali

Le don était composé de 30 séries de manuels pour chaque classe de 7ème, 8ème et 9ème. L'objectif recherché est l'amélioration de la qualité de l'Éducation pour les élèves de #Moromoro. Nous remercions la Fondation de la famille Garbett pour le financement de ce don!  
Mobilisons tous pour une meilleure qualité d'éducation pour nos enfants.  
Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR  
#ToLeadIsToServe





## Boubacar Keita hors du Mali : L'ex-junte lève les restrictions autour de lui



**D**epuis le coup d'État du 18 Août 2020, des personnalités avaient été mises en résidence surveillée. Mêmes celles qui avaient été clairement arrêtées et détenues à Kati (IBK, Boubou Cissé, Moussa Timbiné, Ibrahim Dahirou Dembélé et M'Bemba Moussa Keita) pour les putschistes ne l'étaient que pour leur sécurité.

Un autre acte de mensonge car il n'est pas agréable d'assurer la sécurité de telles personnalités contre leur volonté. Mieux, il a fallu la diplomatie et même les menaces de la CEDEAO pour que tous soient élargis en dépit du discours du procureur général lors de la prestation de serment du Président Bah N'Daw et du vice-président Assimi Goïta.

Mais dans le cercle familial du Président déchu, son fils Boubacar Keita est resté dans les filets des militaires. Lors de la visite médicale d'IBK aux Emirats Arabes Unis, Bouba Keita se fait bloquer au bas de la passerelle de l'avion qui transportait l'ancien couple présidentiel.

Depuis, c'était une privation de liberté que la junte lui imposait. Il n'avait plus droit à des visites de ses proches, l'internet et le téléphone aussi lui étaient interdits. Après des dénonciations dans la presse, les autorités finissent par détendre ses conditions.

Finalement depuis hier mardi, selon nos informations, Bouba Keita est à Abidjan avec sa famille et son grand frère Karim Keita. Pour confirmer que c'est Assimi Goïta et ses hommes qui le détenaient isolé, avec comme preuve, une lettre confidentielle de la semaine dernière, datée du 3 février 2020, notifiant au fils de l'ex-président qu'il est désormais libre de ses mouvements. Cette forme de "séquestration", dans la correspondance du vice-président adressée à Bouba Keita, était instaurée pour sa propre sécurité.

Aujourd'hui, précise Assimi Goïta dans la missive, la sécurité de Bouba Keita n'incombe plus aux autorités de la transition. Tout ce qui lui arriverait ne serait que de sa propre faute. C'est dans cette ambiance que le fils d'IBK a quitté le pays pour une destination qu'il trouve meilleure.

Source : Figaro du Mali

## Centrafrique : Le KNK réfute les accusations présentant Bozizé comme responsable de la CPC



Alors que des discussions ont été engagées entre les émissaires de la CEEAC, la Communauté des États d'Afrique centrale et plusieurs acteurs de la rébellion, dont François Bozizé, le parti de l'ancien président veut recadrer le rapport de son leader avec la rébellion. Dans un communiqué, le KNK, le parti de François Bozizé, affirme que son président n'est pas responsable de la CPC, la coalition armée qui a perturbé le processus électoral et a tenté d'entrer dans Bangui le 13 janvier dernier.

**D**ans son communiqué, le parti de François Bozizé accuse le gouvernement de le présenter comme le fondateur de la coalition rebelle, responsable de ses actions.

Son appel au boycott des élections de décembre et son soutien aux positions idéologiques des rebelles, affirme le KNK, ne doit pas être vu comme une revendication du leadership de cette coalition.

Le communiqué signé par le porte-parole du mouvement Christian Guénébem condamne la reprise des hostilités, réfute les accusations portées à l'encontre de son président, tout en précisant que celui-ci a été approché par les leaders de la CPC mais « qu'il n'a toujours pas donné de suite ».

Cependant, dans un post sonore qui a circulé sur les réseaux sociaux mardi soir, François Bozizé appelait les Centrafricains à soutenir la coalition armée.

Le KNK réaffirme toutefois sa volonté d'une concertation des forces vives de la nation.

Ce communiqué est publié alors que des échanges et discussions semblent avoir lieu en coulisses. Le gouvernement faisait savoir mercredi soir que toutes discussions menées sans qu'il en soit informé ne l'engage nullement, ajoutant que pour l'heure, il s'attelle à sécuriser le pays jour après jour.

Les autorités ont repris de nombreuses villes sur l'axe principal de ravitaillement dont la ville de Bouar mardi. Mercredi, Abakar Sabone un des porteurs paroles de la CPC indique, lui, que la coalition a entrepris de desserrer l'étau autour de Bangui et de se retirer de certaines villes suite aux recommandations du sommet en Angola afin de faciliter les discussions.

Source : RFI

## Audience à Koulouba : Le Chef de l'État a reçu le Ministre algérien des Affaires étrangères en visite au Mali



PRESIDENCE  
DE LA REPUBLIQUE  
DU MALI

Le Chef de l'Etat, Bah N'DAW a reçu en audience ce mercredi 10 février 2021, le Ministre des Affaires étrangères de la République Algérienne Démocratique et Populaire, SEM Sabri BOUKADOU.

Le Chef de la diplomatie algérienne était venu faire part de la volonté de l'Algérie et de son Président d'accompagner le Mali dans cette phase particulière qu'est la Transition, mais aussi, pour informer le Président de la Transition de la tenue du Comité de Suivi de l'Accord (CSA) qui s'ouvre ce jeudi 11 février à Bamako.

Cette session du CSA, dit-il, a pour objectif l'accélération de la mise en oeuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, issu du processus d'Alger, pour l'avènement d'un Mali uni, unique et intégré sous une seule bannière. « Beaucoup a été fait et beaucoup peut être encore fait avec la participation et l'engagement de tous. Je retiens qu'il y'a déjà une volonté claire des parties prenantes dans ce sens. Il y va de l'intérêt du Mali d'abord et de celui de tous les pays de la région, en Afrique et dans le monde », s'est réjoui le diplomate algérien à sa sortie d'audience.

Le Chef de la Diplomatie algérienne a été, un peu plus tôt dans la journée, reçu par le Vice-Président de la Transition, le Colonel Assimi GOITA, en présence du Ministre des Affaires étrangères, SEM Zeïni MOULAYE. Le Vice-Président a saisi cette occasion pour solliciter l'aide de l'Algérie dans le processus de normalisation à Kidal et surtout le retour des symboles de l'Etat malien dans cette région éprouvée par l'insécurité et l'instabilité politique. Il a salué l'engagement sans faille de l'Algérie aux côtés du Mali notamment dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Accord pour la Paix.

En réponse, le Ministre algérien a réaffirmé l'engagement de son pays à soutenir le Mali. Il a notamment indiqué que le Programme de renforcement de capacités en faveur des militaires maliens va se renforcer et se poursuivre intensément.

Source : CCOM de la Présidence



## Présidence de la transition : Visite e travail du chef de l'état à Nouakchott en prélude au prochain sommet du G5 SAHEL



Le Président de la Transition, Son Excellence Monsieur Bah N'DAW s'est rendu, ce jeudi 11 février 2021, en République Islamique de Mauritanie pour une visite de travail et d'amitié.

Accompagné par une forte délégation composée de plusieurs membres du Gouvernement, le Président de la Transition va échanger avec son homologue mauritanien sur les questions liées à la tenue de la 7ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État du G5 Sahel prévue du 15 au 17 février 2021 à N'Djamena au Tchad.

Par ailleurs il faut rappeler que le mandat du le Président mauritanien Mohamed Ould EL GHAZOUANI, à la tête du G5 Sahel, prendra fin à l'issue de ce Sommet et il remettra le témoin de la présidence de l'exercice du G5 Sahel au Maréchal tchadien, Son Excellence Monsieur Idriss Déby ITNO, Président de la République du Tchad.

Il faut aussi souligner la présence du Vice-président de la Transition, le Premier ministre et les membres du Gouvernement à l'Aéroport International Modibo KEITA, venus accompagner le Président de la Transition.

Source : Présidence de la République





## Grève de 72 heures de l'AEEM : Le bureau de coordination se désolidarise



Le secrétaire général du Bureau de la Coordination de l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM) Moussa NIANGALI a animé, ce mardi 9 février 2021, une conférence sur la situation qui prévaut au sein de cette faitière. Cette rencontre avec les hommes de média a été une occasion pour le premier responsable de l'AEEM de couper court à certaines rumeurs qui circulent sur les réseaux sociaux concernant la légalité de son mandat. Aussi, il ressort de ses propos que la grève de 72 heures dite de l'AEEM n'est pas une initiative du Comité AEEM. Depuis le lundi dernier, des établissements d'enseignement observent une grève de 72 heures sur instruction de l'AEEM. Hier mardi, lors de sa conférence de presse, Moussa NIANGALI s'est inscrit en faux contre ces affirmations. «Le bureau de coordination suit les mouvements avec beaucoup d'attention. Les gens parlent de beaucoup de Mouvements au sein de cette association, mais c'est le lieu pour moi de vous dire que l'Association est unie à jamais », a-t-il déclaré.

Depuis un mois, a-t-il fait savoir, le bureau qu'il dirige a décidé d'organiser le 29<sup>e</sup> congrès de l'AEEM dont lui-même n'est pas candidat à sa propre succession.

Pour ce faire, il a été décidé de procéder au renouvellement des instances secondaire. Et c'est à ce niveau, dit-il, que certains candidats en manque de popularité ont souhaité qu'on sursoie à ces renouvellements. Pourtant, a-t-il rappelé, le renouvellement de ces instances de base constitue un passage obligé pour la vitalité de l'organisation.

De même, ces renouvellements sont d'autant nécessaires que certains secrétaires généraux ont perdu leur mandat pour la plupart des cas parce qu'ils sont admis au BAC.

Pour le secrétaire général, c'est dans ce contexte qu'une minorité de 5 à 6 personnes sur un bureau de 46 membres veulent exiger la tenue du congrès avant le renouvellement des instances de base.

De ses explications il ressort que cette association traverse des périodes difficiles et que les élèves et étudiants du Mali sont conscients de cette situation.

## Mali : Kidal accueille la première réunion du comité de suivi de l'accord d'Alger depuis 2015



Le CSA, le comité de suivi de l'accord d'Alger doit se réunir à Kidal ce jeudi 11 février. C'est la première fois, depuis 2015, date de la signature de ce texte qui a mis un terme à la guerre civile, que ce comité se retrouve dans cette ville du nord du Mali. Avec ce CSA, Bamako veut envoyer le signal d'une normalisation.

Le statut de Kidal est un sujet sensible. Fief de l'ex-rébellion, certains estiment qu'aujourd'hui encore la ville est aux mains de la CMA, la Coalition des mouvements de l'Azawad, signataire de l'accord d'Alger. Cette réunion intervient quelques semaines après la visite d'une délégation ministérielle à Kidal.

Et à Kidal on l'assure, tout est prêt pour le CSA. « Cette réunion, marque une grande avancée », s'enthousiasme un membre de la CMA. Pour lui, elle est entre autres l'occasion de clarifier la situation de la ville.

« Les populations sont là, le gouverneur et l'embryon de l'armée reconstituée aussi. Il n'y a aucune mainmise de la CMA, assure-t-il, les autorités et les forces armées maliennes doivent seulement accepter de se conformer à l'accord d'Alger. »

Une analyse que ne partage pas la Plateforme. Pour Fahad Ag Almahmoud, son président, tout cela n'est que poudre aux yeux. « On fait beaucoup de tapage pour une réunion qui durera à peine une heure. Nous n'avons même pas reçu d'ordre du jour », ironise-t-il.

Pour Fahad Ag Almahmoud, ce CSA s'inscrit dans la perspective du sommet du G5 Sahel à Ndjamena, la semaine prochaine. « Bamako veut seulement faire croire à la communauté internationale que la paix progresse au Mali », conclut-il.

Les représentants de la Plateforme seront pourtant bien présents à Kidal cet après-midi. La dernière tentative de tenir un CSA dans cette ville, remonte à septembre 2019 et s'était soldée par un échec.

Source : RFI

Pour lui, ce congrès sera une occasion de relire les textes et de procéder au bannissement de la violence de l'espace scolaire et universitaire. Pour parvenir à cet objectif, il a invité tous les partenaires de l'école. D'ailleurs, il a précisé qu'à la date d'aujourd'hui, tous les bureaux de l'intérieur ont été renouvelés à l'exception de Bamako.

Par Abdoulaye OUATTARA

Source : INFO-MATIN

# OHADA : Le Mali nouveau président



C'est au cours d'une cérémonie solennelle placée sous l'égide du premier ministre Moctar Ouane, que la Guinée Équatoriale a passé le témoin de la présidence de l'OHADA au Mali.

C'est le secrétaire permanent qui avait reçu mandat de représenter les autorités de la Guinée Équatoriale qui n'ont pas pu faire le déplacement. C'est le Mali qui préside cette organisation pour l'année 2021. Ce Mali, malgré ses crises sociopolitique et sécuritaire, a toujours joué un rôle important au développement de l'OHADA. Le secrétaire permanent de l'OHADA n'a pas manqué de magnifier le rôle de notre pays en citant une longue liste des grandes actions de l'OHADA qui ont été décidées et mises œuvre au Mali. En sus, le Mali, a-t-il souligné, a fourni des ressources humaines de qualité à l'organisation. « Mon passage à l'OHADA n'aurait pas suscité d'éclat si je n'avais pas bénéficié de l'accompagnement d'une figure...ses compétences inégalées font de lui un malien digne dans cette organisation il s'agit de monsieur Aboubacar Diarra, directeur juridique... ». Le Mali a également doté cette organisation de ressources financières et matérielles. Le Mali, dans les semaines à

venir imprimera sans doute sa marque à cette institution dont il assure désormais la présidence.

C'est grâce aux efforts de tous ses membres que l'OHADA est aujourd'hui cette organisation dynamique saluée par tous. L'occasion a été saisie par le secrétaire permanent pour solliciter auprès du nouveau président le plaidoyer

auprès de ses homologues pour procéder au versement de leurs cotisations. L'OHADA rayonne aujourd'hui au-delà du continent africain, grâce à ses partenaires techniques et financiers.

Pour le ministre de la justice, c'est la 2ème fois que la République du Mali a l'honneur d'accueillir la présidence tournante de l'OHADA. Le passage de témoin, objet de cérémonie d'hier marque le début de la présidence du Mali. Un vibrant hommage a été rendu à la République de Guinée Équatoriale pour avoir accompli avec succès les missions de l'organisation pendant sa présidence d'ailleurs marquée par la pandémie de COVID 19. Dans le cadre de sa présidence, le Mali hérite des dossiers brûlants dont le nouveau président mesure la lourde responsabilité.

Le Mali est déjà riche des expériences passées qui lui serviront très certainement de source d'inspiration. Il avait abrité les assises successives des Conseils des Ministres à Bamako du 06 au 07 octobre 2005, du 11 au 12 mai 2006 et du 1er au 02 décembre 2006.

Les actions du président Amadou Toumani Touré au profit de l'OHADA ont été prépondérantes.

La cérémonie a pris fin par la passation de charges. Le drapeau de l'Organisation qui flottera désormais dans le bureau du président malien et tous les autres documents ont été remis solennellement au ministre Mohamed Sida Dicko.

■ Moctar Sow





## Région de Ménaka : La MINUSMA renforce les capacités des éléments de l'armée reconstituée du Mali

Le 3 février dernier, 10 stagiaires de l'armée malienne reconstituée ont achevé leur programme de formation de base et spécialisée. Dispensée par le contingent nigérien de la MINUSMA, cette formation s'est déroulée du 21 janvier au 3 février à Ménaka.



Présidée par le Lieutenant-colonel Ibrahim SAMASSA, qui est le Coordonnateur Forces armées du Mali (FAMa) à Ménaka et par le Commandant du bataillon nigérien (NERBAT), le Colonel Mouhamed ALFOUSEYNI, la cérémonie de remise des certificats de participation vient clôturer deux semaines de formation. Durant ces 15 jours, les stagiaires ont entre autres participé à des séances d'initiation à la maîtrise des dispositifs explosifs improvisés, à la conduite de patrouilles motorisées et pédestres coordonnées, aux exercices d'embuscades et de maniement

d'armes. L'installation, la protection et la défense d'une base d'opération temporaire, ainsi que le renforcement des capacités d'analyse, de planification, de commandement et de renseignement, ont également été étudiés.

Le lieutenant Mouhamed AOULA, en charge de l'unité formation du contingent nigérien de la Mission de maintien de la paix de l'ONU, a fait observer que « **ladite formation était conçue et organisée en vue de renforcer les capacités des FAMa et augmenter leurs performances, ce qui leur permettra de remplir leurs tâches, y compris la**

**sécurisation tant des populations et que de l'ensemble de la région ».**

Les composantes civile, militaire et la Police de la MINUSMA (UNPOL) dans la région de Gao organisent régulièrement des sessions de formation, dans divers domaines, au profit des Forces de défense et de sécurité maliennes. Il s'agit notamment de la promotion et de la protection des droits de l'homme, du maintien de l'ordre public, de la sécurisation des élections, de la tenue des dossiers judiciaires ou encore, de l'identification par les empreintes digitales. Le Lieutenant-colonel SAMASSA s'est réjoui de la tenue de cette formation qu'il a qualifié de « **programme de formation très bien conçu et adapté, pouvant nous permettre de bien mener notre mission régalienn** ». « **Nous mettrons à profit ces nouvelles connaissances pour le bien du pays et de notre société** », a-t-il conclu. Pour sa part, le Colonel Mouhamed ALFOUSEYNI, commandant le NERBAT salut cette initiative de la MINUSMA et souhaite continuer ce genre de formation qui bénéficiera à l'armée reconstituée. Il a en outre exprimé toute sa satisfaction.

### Pourquoi et comment soutenir les Forces de défense et de sécurité du Mali ?

Toutes ces initiatives répondent à l'objectif de la Résolution 2531 (2020) du Conseil de sécurité sur l'élaboration par toutes les parties prenantes maliennes, d'un plan complet de redéploiement des Forces de défense et de sécurité, réformées et reconstituées dans le Nord du Mali. Ceci, afin qu'elles assument la responsabilité de la sécurité. Ce redéploiement est facilité grâce à un soutien technique mais aussi opérationnel et logistique notamment dans le domaine des transports pendant les opérations coordonnées et les opérations conjointes. Cet appui contribue également à la planification, en intensifiant les échanges d'informations et en fournissant un appui dans le domaine de l'évacuation sanitaire, dans la limite des ressources disponibles et sans préjudice des principes fondamentaux du maintien de la paix.

Source : Bureau de la Communication  
Stratégique et de l'information  
publique MINUSMA



# Relance de la filière coton : Les solutions des assises nationales

**L**e Premier ministre, Moctar OUANE, a présidé, le lundi dernier, la cérémonie de clôture des assises nationales sur le coton sanctionnée par plusieurs recommandations en vue de permettre au Mali de prendre sa place de leader dans ce secteur. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Mahmoud Ould MOHAMED ; du président directeur général de la CMDT, Nango DEMBELE. Y ont également pris part des délégués des différentes filiales coton, des responsables des services techniques et des partenaires techniques et financiers. Ouvertes le 18 janvier dernier, cet événement marque la fin des travaux des assises qui ont concerné tous les segments de ladite filière très stratégique pour l'économie nationale et le développement du secteur agricole. Elle fait vivre 4,5 millions d'individus sans compter son apport au Produit national brut à hauteur de 15%. Mais, depuis quelques années, cette filière souffre de nombreuses difficultés. Conséquence : le pays qui est le leader en Afrique chute. S'exprimant à cette occasion, le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche a rappelé que l'organisation des assises nationales sur le coton s'inscrit en droite ligne de l'axe 2

du Programme d'Action du Gouvernement de transition (PAG), à savoir la promotion de la bonne gouvernance. Selon lui, la tenue de ces assises se justifie par des crises récurrentes qui nécessitent des mesures appropriées pour sauver la filière des menaces qui peuvent compromettre son développement durable. « Les présentes assises du coton qui se clôturent à Bamako, ont permis l'implication de tous les acteurs concernés à travers les ateliers de réflexion tenus au niveau régional et national avec l'appui des experts de la filière coton. L'originalité de ces assises réside surtout dans l'inclusivité dans la démarche qui a consisté à faire remonter les propositions de solutions de sortie de crise de la base au sommet », a expliqué le ministre Mahmoud Ould MOHAMED. L'objectif de ces assises, poursuit-il, était de contribuer à la relance de la culture du coton au Mali, en vue de la rendre plus résiliente, compétitive et durable. Ainsi, il s'agissait de permettre au Mali de renouer avec son palmarès d'antan, a ajouté le ministre de l'Agriculture. Et, pour lui, l'importance stratégique de la filière du coton n'est pas basée que sur l'économie nationale et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, le coton joue un rôle important dans le renforcement de la

cohésion sociale et dans la résolution des conflits communautaires.

À l'issue de ces travaux, des recommandations pertinentes ont été formulées par les participants. La synthèse de celles-ci a été présentée par le conseiller technique Yacouba KONE. Ainsi, les participants ont recommandé, entre autres : le transfert à la CMDT de la fonction d'approvisionnement en intrants de qualité sur une période de deux ou cinq ans au regard des insuffisances actuelles du GIE et de l'ampleur des questions de gouvernance qui ont contribué à détériorer le climat de confiance entre les producteurs. Les organisations de producteurs seront impliquées dans le processus d'acquisition et veilleront à la transparence des opérations, la fixation d'un prix incitatif au kilogramme de coton graine et diminuer autant que possible le prix des intrants et des matériels agricoles ; la gratuité des semences de coton aux producteurs.

En outre, ils ont souhaité la promotion de la culture du coton bio pour répondre aux exigences de l'évolution du marché mondial, tout en plaidant auprès de l'État et ses partenaires l'octroi d'un budget conséquent dédié à la recherche cotonnière.

De même pour éviter des conflits de représentativité et permettre à ce que les droits des acteurs soient sauvegardés, il a été demandé la séparation des fonctions des syndicats de celles des unions de coopérative (cumul de fonctions). Pour que désormais, une même personne ne soit à la fois syndicaliste et membre du bureau de l'union.

**Sikou BAH**  
Source : INFO-MATIN





## Péages routiers : Un difficile compromis

Instaurée depuis 2008 par un arrêté interministériel, la redevance par passage pour les véhicules particuliers et de transport suscite la colère de certains transporteurs.



**A**près une période transitoire de 3 mois, pour permettre une sensibilisation des usagers, le gouvernement avait consenti une tarification horaire, c'est-à-dire le paiement d'un ticket valable 24 heures. Plus d'une décennie après, les autorités viennent de relancer l'application de la mesure à partir du 1er février 2021, avant de reculer suite à la grève de 24 heures des transporteurs. Alors que la prochaine date butoir est fixée au 17 février, les acteurs continuent d'affûter leurs arguments.

C'est le Conseil des ministres du 19 février 2020 qui a autorisé le gouvernement à appliquer la tarification par passage. Une décision dont la mise en œuvre sera fixée au 11 janvier 2021, avant d'être reportée au 18 janvier puis finalement au 1er février 2021. Suite au mouvement de grève déclenché par les transporteurs, le gouvernement a décidé d'un nouveau

report, pour donner encore une chance aux usagers de comprendre la mesure, disent les autorités.

Comprendre et surtout accepter qu'il incombe à tous les usagers de participer à l'entretien routier. Au Mali, c'est la loi 051 du 4 août 2000 qui instaure l'autorité routière (AR) et en fixe les ressources, dont les redevances péages. Ces ressources, qui proviennent aussi de redevance carburant, servent entre autres à financer les travaux d'entretien et d'amélioration de la sécurité routière.

Le paiement par passage, qui s'appelait droit de traversée, n'est pas nouveau, rappellent les autorités. « Sa mutation » en paiement horaire de 24 heures explique sans doute la fronde des transporteurs, qui proposent tout au moins un réaménagement de l'arrêté.

« Nous demandons aux autorités de passer de 1 000 à 1 500 francs CFA pour les camions

bennes par jour, au lieu d'un paiement par passage. Que ceux qui sont à 1 500 francs passent à 2 000 francs CFA et que les pour les minibus soient maintenus », explique M. Souleymane Diallo, Président du Syndicat national de la coordination des chauffeurs et transporteurs routiers du Mali.

Contribution des usagers  
Estimées en 2020 à 100 milliards de francs CFA par la réunion annuelle des routes, les ressources mobilisées pour l'entretien routier ont été de 30 milliards, sur lesquels les péages représentaient environ 4 milliards, qui n'avaient pas été atteints au 31 décembre 2020, expliquent les responsables de l'AR. La redevance péage correspond à environ 10% des ressources de l'autorité.

**Fatoumata Maguiraga**  
Source : Journal du Mali



## CS/M5-RFP : Mobilisation générale pour sauver le Mali

Il y a quelques jours, le Comité Stratégique du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (CS/RFP) publiait la Déclaration liminaire N°013 signée de son porte-parole Choguel Kokalla Maïga. Cette déclaration consacrait la rupture entre le Mouvement historique pour la démission d'Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) et son régime et les militaires qui ont pris le pouvoir le 18 août 2020. Les mots les plus durs ont été écrits pour dénoncer ce que le M5-RFP considère comme une trahison des militaires à l'endroit des dizaines de milliers de Maliennes et de Maliens qui sont sortis massivement le 5 juin 2020 et mois suivants pour dire non à la mauvaise Gouvernance d'IBK et pour réclamer le changement. Devant l'échec des autorités de la Transition à amener ledit changement, le Comité Stratégique du M5-RFP sonne une remobilisation générale de l'ensemble des Maliens de l'intérieur et de la diaspora pour barrer la route à ceux qui sont en train de dévoyer le sacrifice consenti au prix du sang des victimes des 10, 11 et 12 juillet 2020. Il s'agit pour le CS/RFP d'une mobilisation pour sauver le Mali de la dérive.

La rupture entre le M5-RFP et les militaires du Comité national pour le salut du Peuple

(CNSP) s'est dessinée depuis les premières semaines qui ont suivi la démission du Président IBK et de son régime. Cette rupture est apparue quand les militaires putschistes ont étalé leur volonté de conduire la Transition en confisquant l'intégralité du pouvoir. Ainsi, le M5-RFP n'a été ni de près ni de loin associé à la mise en place des institutions de la Transition, au contraire le Mouvement historique a même été superbement ignoré par Assimi Goïta et ses hommes malgré les cris d'alarme lancés pour les alerter sur les dérives du nouveau pouvoir. Après mille appels pour rectifier

les erreurs de parcours des militaires et les décisions qui allaient à l'encontre des idéaux de changement et de construction du Mali nouveau, le CS/M5-RFP sonne donc la remobilisation des Maliennes et des Maliens pour sauver la République en dérive.

C'est au cours d'un point de presse à la suite d'une réunion extraordinaire du CS/RFP que Choguel Kokalla Maïga a informé la presse malienne et internationale de la décision du mouvement « de remobiliser le Peuple malien pour obtenir le changement pour lequel des milliers de Maliens ont manifesté à l'intérieur et à l'extérieur ». La raison de cet appel à la mobilisation générale s'explique, selon Choguel Kokalla Maïga, par le fait que « la nécessité d'opérer le changement, la nécessité de revenir aux fondamentaux pour lesquels les Maliens se sont battus se fait sentir aujourd'hui plus qu'hier ». En d'autres termes,





les autorités de la Transition, qui avaient à travers le CNSP déclaré être intervenues pour « parachever l'œuvre du M5-RFP », ont trahi la lutte héroïque du Peuple maliens. C'est pourquoi, déclare le porte-parole du Mouvement historique, « le M5-RFP a décidé de lancer un appel solennel à l'ensemble des forces patriotique, à l'ensemble des Maliennes et Maliens des villes et des campagnes, de l'intérieur et de l'extérieur pour un nouveau contrat politique, une nouvelle remobilisation des Maliennes et Maliens ».

Cette remobilisation est prioritairement demandée pour que « justice soit rendue aux victimes des 10, 11, 12 juillet 2020 à Bamako, à Sikasso et ailleurs », déclare Choguel Kokalla Maïga pour qui « il est important que la relecture de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale qui est une exigence de l'ensemble des Maliennes et des Maliens quel que soit leur bord politique soit remise à l'ordre du jour ». Cette relecture, selon le porte-parole du CS/RFP, s'impose car « le processus de partition de notre pays a pris un coup d'accélérateur depuis quatre mois » suite à la volonté manifeste d'Assimi Goïta et de ses camarades d'appliquer « intégralement » l'Accord. La remobilisation est devenue aussi une nécessité du fait « des injustices qui frappent les Maliennes et les Maliens partout dans le pays, à l'intérieur et à l'extérieur, surtout à Bamako ». Le nouveau combat que le CS/RFP projette de

mener avec toutes les Maliennes et tous les Maliens est aussi pour les militaires maliens privés du soutien indispensable à leur montée en puissance du fait de la corruption. Pour le M5-RFP, la remobilisation s'impose pour obtenir « justice pour nos soldats, pour nos militaires, pour le Peuple malien, pour les grands détournements qu'il y a eu au niveau du budget de l'État qui ont privé nos militaires des moyens pour se battre, de nourriture, d'eau de médicaments, et même d'enterrement, de funérailles dignes de ce nom ».

Le combat du CS/RFP est pour que les autorités de la Transition reviennent à ce que Choguel Kokalla Maïga appelle « les fondamentaux » de la volonté du Peuple et du Mouvement historique. D'où la demande de « la dissolution pure et simple du Conseil national de la Transition qui est un organe illégitime et illégal pour que les Maliens puissent, de façon démocratique, réorganiser, recomposer le Conseil national de Transition pour qu'il soit représentatif des Cercles, des Régions, des couches de la société, des partis politiques, des syndicats, de la société civile, de toutes les forces vives de la Nation ». Car l'appel à la remobilisation des Maliennes et des Maliens, selon Choguel Kokalla Maïga, est « pour sauver la démocratie, pour sauver l'intégrité du territoire malien, pour sauver l'unité nationale, pour sauver la forme républicaine et laïque de l'État, pour sauver la souveraineté

de l'État malien, pour sauver la dignité des Maliens ».

Comme on le voit, c'est un nouveau contrat que le CS/RFP voudrait signer avec le Peuple malien, contrat qui est en fait celui de la continuité de l'action entreprise depuis un 5 juin 2020 et qui a conduit à la chute d'IBK et de l'ensemble de son régime. C'est un grand défi pour Choguel Kokalla Maïga et ses camarades car il y a eu une démobilisation presque générale suite au départ d'IBK qui cristallisait tous les mécontentements des Maliens. Il reste à expliquer à ces milliers de Maliennes et de Maliens qui ont accompagné le M5-RFP que le travail entamé le 5 juin 2020 n'est pas achevé car leur lutte a été totalement dévoyée par les autorités de la Transition. « La grande mobilisation dans les jours à venir » évoqué par le Président du CS/RFP dépendra en grande partie de la capacité de persuasion pour que les Maliennes et les Maliens retournent dans la rue pour rectifier la Transition. Six mois après, les Maliens sont-ils toujours prêts à lutter pour remettre le Mali debout ? Le CS/RFP en est convaincu pour qui « le Peuple malien est un Peuple habitué à se battre » et Choguel Kokalla Maïga et ses camarades sont là « pour entretenir le Flambeau de l'Espoir ».

■ **Diala Thiény Konaté**



## Inclusivité de la transition : Les autorités doivent aller au-delà des discours



**S**i tout le monde convient aujourd'hui que la transition est très mal partie, sans l'inclusion de toutes les forces de la nation, principalement les acteurs politiques, il est alors temps que les autorités de la transition aillent au-delà des beaux discours pour avancer le plus rapidement possible. En effet, du président de la transition au Premier ministre, en passant les ministres et les autres acteurs impliqués, tous répètent au quotidien qu'il y a lieu que les maliens se donnent la main pour aller à l'essentiel, à savoir sauver le Mali !

Le dernier épisode de cette litanie remonte à la rencontre tenue mercredi entre le Premier ministre et la classe politique. Rencontre au cours de laquelle Moctar Ouane a tenu un discours de raison et de rassemblement. Saluant la présence des acteurs politiques, il dira que cela fait honneur à la démocratie qui se nourrit de dialogue et se fortifie dans la concertation. « Aujourd'hui, nous célébrons la République, celle qui rime avec inclusivité et convergence. Aujourd'hui, par cette rencontre, nous réaffirmons notre engagement collectif à relever les défis qui assaillent le Mali, notre navire commun, héritage légué par nos illustres devanciers », s'est-il réjoui.

Avant de saluer ce geste républicain qui épouse les valeurs maliennes d'être, de savoir-être et de savoir-faire. Par-delà, la symbolique de l'orthodoxie culturelle malienne faite de respect et de grandeur, il dira que

cette présence des acteurs politiques signifie leur claire conscience que notre pays a besoin de tous ses enfants pour répondre aux attentes légitimes de son peuple. « A cet égard, ma conviction demeure intacte et je la réaffirme ici avec force : la classe politique a un rôle de premier plan dans la promotion de notre jeune démocratie et une place centrale dans les réformes politiques et institutionnelles que nous attendons tous avec impatience.

Les réformes politiques et institutionnelles ne sont pas le fait d'un effet de mode, mais une nécessité en raison de l'obsolescence que nous observons dans nos pratiques de tous les jours, dans le service que nous rendons aux usagers ainsi que dans l'inadéquation entre nos actes et les espérances de nos concitoyens. Il n'est point besoin d'être grand clerc pour constater les limites objectives des textes qui nous gouvernent ainsi que les menaces qui pèsent sur les vertus qui guidaient nos relations sociales et nous valaient admiration et respect au-delà des mers et des océans », fera-t-il savoir à ses interlocuteurs du jour.

Et de poser la problématique de la rencontre à travers un certain nombre de questions : Qu'est-ce qui n'a pas marché pour que nous en soyons là ? Que faire aujourd'hui pour que tout aille mieux ? Que faut-il surtout faire pour que les générations montantes soient, comme nous le fûmes, fières de l'héritage et puissent

mettre en accord le souhaitable et le possible ? « Nous allons approfondir de telles interrogations et leur trouver des réponses dans les semaines et mois à venir. Je compte mettre au point avec vous des mécanismes aptes à répondre aux urgences mais surtout à préparer l'avenir », a-t-il rassuré, convaincu que l'horizon se dégage de plus en plus, la Transition ayant achevé son architecture institutionnelle avec l'installation du Conseil national de la Transition (CNT).

Le PM a aussi fait savoir qu'il va présenter, le 19 février 2021, le Plan d'action du Gouvernement de la Transition (PAGT) devant le CNT, et cela, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte de la Transition. « Notre ambition est d'accélérer la cadence pour nous hisser à la hauteur des espérances de notre peuple au niveau sécuritaire, sanitaire, politique, économique et social. Dans cette quête de mieux-être, personne ne sera laissé sur le quai, car tous nous avons une contribution à apporter à la réussite de la Transition », dira-t-il. Une transition réussie, selon lui, signifie un climat politique apaisé, un environnement social serein, une économie qui se développe et un pays qui gagne.

Le Premier ministre Moctar Ouane a expliqué aux acteurs politiques qu'il va s'entretenir de manière plus détaillée avec eux sur toutes ces questions qui interpellent tous les acteurs, au-delà des régions, des religions, des ethnies, des obédiences politiques ou autres, convaincu que les défis qui attendent les Maliens sont à leur portée, seulement s'ils restent unis et font preuve de dépassement, rien de grand et de durable ne pouvant se réaliser sans esprit de sacrifice !

Un très beau discours qui suscite de l'espoir et qui pourrait, s'il est sincère, digresser les frustrations et autres ressentiments accumulés çà et là du fait des méfiances et autres malices nourries chez les autorités de la transition vis-à-vis de la classe politique depuis le début du processus. Mais le plus important aujourd'hui est d'aller aux actes. A ce tournant, le Premier Ministre est fortement attendu. Son message est aussi quelque part un mea-culpa pour les autorités de la transition, qui reconnaissent là qu'elles avaient été manipulées à dessein par certaines forces occultes !

■ Yama DIALLO



# Rencontre PM - Classe politique : De grosses pointures politiques réagissent

Les lignes commencent à bouger entre les autorités de la transition et les partis politiques. C'est dans ce cadre que le premier ministre, Moctar Ouane a rencontré les acteurs politiques pour discuter à bâtons rompus sur les réformes politiques et institutionnelles.



**P**r Tiémoko Sangaré, président de l'Adéma PASJ : Désormais j'ai bon espoir que ce cadre sera créé et j'ai comme l'impression qu'il sera rattaché à la primature qui nous permettra de nous retrouver pour nous accorder d'abord pour le périmètre des réformes à faire et le contenu que nous devons mettre dans les différentes réformes. Parce que le débat est engagé pour certains acteurs il s'agit d'aller à une nouvelle Constitution donc une nouvelle république. Mais pour nous, nous estimons que cela c'est des mots en air. La Constitution actuelle, est un cadre approprié. C'est vrai qu'il y a des dispositions qu'il va falloir remanier afin d'arrêter que nous retrouvons pour des questions électorales dans des crises à répétition. C'est pourquoi nous, au niveau de l'Adéma, nous pensons qu'il faut qu'on aille à une révision à minima de la constitution. Cela veut qu'il y a un certain nombre de point qu'il faut qu'on arrive à retravailler au niveau de la Constitution. Et ces points fondamentalement sont au nombre de 5. Le premier, c'est la création de la seconde chambre du parlement tel qu'indiquer dans l'accord pour la paix et la réconciliation.

Mais ce n'est seulement pour ça, c'est parce que toutes les tentatives de révision constitutionnelle qui ont eu lieu, avaient effectivement envisagé cette création. Deuxième chose, il faut que nous créons la cour des comptes pour être en harmonie avec nos engagements communautaires. La troisième chose, la classe politique demande depuis 1996 que l'élection des députés se fassent au scrutin proportionnel. Mais une disposition d'un arrêt de la Cour de la même année a rendu cela impossible sans une réforme de la constitution. Aujourd'hui, il s'agira d'inscrire le mode scrutin applicable à l'élection des députés dans la Constitution afin que le mode de scrutin proportionnel puis être appliqué. Autre chose, dans la Constitution il y a des délais quasiment intenable par exemple les deux semaines entre le 1er et le second tour de la présidentielle ne permette pas qu'il y ait une campagne pour le second tour. Alors il faut modifier ce délai. Également le délai imparti pour l'élection d'une nouvelle assemblée en cas de dissolution de l'Assemblée nationale ou l'élection d'un nouveau président en cas de vacance de la présidence, délais qui sont don-

nés par la cour constitutionnelle, une quarantaine de jours. Nous estimons que ce sont des choses qu'on doit changer dans la constitution. Dernière chose importante à nos yeux à changer dans la constitution, ce sont les prérogatives de la cour constitutionnelle en matière électorale. Nous estimons que les missions dévolues par la Constitution à la cour constitutionnelle en matière électorale relèvent de l'impossible. On demande à la Cour de trancher tous les contentieux en 5 jours et de proclamer des résultats définitifs qui ne soient pas attaquables. Nous pensons qu'il faut qu'on modifie les dispositions de la constitution relatives à la cour constitutionnelle pour la confiner dans le rôle de juger du contentieux électoral et attribuer à une autre institution la prérogative de proclamation des résultats définitifs ; En ce moment, les résultats sont proclamés par qui de droit. La Cour constitutionnelle est saisie du contentieux et elle prend tout son temps pour analyser les faits et émettre un arrêt qui pourra être un arrêt objectif. Quand on nous parle de 4ème république, de nouvelle constitution nous nous demandons simplement quel sera le contenu



d'une 4ème république ? est ce qu'il faut qu'on aille à un régime présidentiel ? Est-ce qu'il faut qu'on aille à un régime parlementaire ? Pour notre part, nous estimons que le régime semi parlementaire ou semi présidentiel dans lequel nous nous trouvons ne comporte aucun élément qui puisse justifier aujourd'hui qu'on le change.

**Me Baber Gano, secrétaire général du RPM :**

Nous avons échangé avec le Premier ministre sur un seul objet, les concertations sur les réformes politiques et institutionnelles. Le premier ministre a voulu à travers ce cadre d'échange recueillir le sentiment des partis politiques, engager cette discussion avec les partis politiques et tirer des leçons pour en tenir compte dans l'agenda de la transition et surtout le plan d'action qu'il souhaiterait présenter prochainement devant le conseil national de transition. Les échanges ont été très fructueux. Les partis politiques ont dessiné ce qu'ils entendent par l'architecture institutionnelle qu'ils souhaiteraient voir pour cette transition ; et surtout les réformes nécessaires pour que nous puissions aller très vite aux élections générales, les élections présidentielles et les élections législatives. Cela a été dit par beaucoup de partisans. Également nous avons attiré l'attention des autorités de la transition sur le délai qu'ils doivent respecter. Nous avons des craintes pour qu'il n'y ait pas de glissement au-delà des 18 mois. Ce qui est pour nous une nécessité impérieuse de vouloir rester dans le délai de la transition. Ensuite nous avons pensé que tout ne peut pas être fait durant ce temps de la transition. Donc il faut recenser les priorités des maliens, les réformes attendues pour que nous puissions

avoir au minimum des réformes nécessaires pour avoir un système électoral crédible, pour avoir des élections moins contestables, pour avoir des élus du peuple qui sont légitimes. Pour cela la proposition, la proposition phare, c'est l'organe unique de gestion des élections. Nous avons dit qu'il faut plancher rapidement sur comment mettre en place cet organe unique de gestion des élections à partir du moment où vous saviez que la CENI a été dissoute, qui était en fin de mandat, également elle ne peut plus répondre aux critères de mise en place d'une CENI telle que prévu par la loi électorale. Parce qu'elle est composée essentiellement des partis politiques de la majorité et de l'opposition. Avec la rupture constitutionnelle qui nous avons connu en Aout 2020, nécessairement il y a une recomposition de la classe politique. On ne peut plus parler de majorité ou d'opposition. Donc il est difficile aujourd'hui de trouver à la CENI un ancrage légal. Ce qui fait que sa dissolution paraît légale mais le vide aussi paraît dangereux. Il ne faut pas laisser un vide, réfléchir sur comment la mettre en place. Si nous pouvons mettre en place un organe unique de gestion des élections qui a été envisagé depuis le comité de Daba Diawara, l'ancien ministre jusqu'à l'observation de l'union européenne, jusqu'au dialogue national inclusif, nous avons des propositions qui sont allées dans ce sens. Nous sommes tous d'accord que le système électoral doit être amélioré et que les institutions également doivent être améliorées. Les textes qui nous régissent aujourd'hui, ont des insuffisances. Nous devons corriger ces insuffisances et aller à des réformes qui vont donner une modernisation de l'administration et un Mali nouveau avec des institutions bien

ciblées. Nous pensons que ces échanges enclenchés par le premier ministre, c'est un début, il faut encore approfondir. C'était une prise de contact qui a permis de déblayer la voie pour aller vers une concertation plus inclusive, plus participative avec les partis politiques. Le niveau rattachement de cadre de concertation semble être au niveau de primature. C'est le premier ministre qui conduit ce niveau de rattachement institutionnel. Ce qui me paraît être un bon ancrage pour vite aboutir à des solutions. Donc, je pense que pour ma part en ce qui concerne le rassemblement pour le Mali, je sors avec un espoir. Un espoir que la transition va dans une direction positive mais il faut hâter le pas, ne pas tergiverser. Le temps n'est pas notre bon allié, il est court, il est précieux et nous devons réaliser tant de choses dans ce petit temps pour que nous puissions réussir à donner aux maliens une garantie. Parce que la transition a gagé qu'elle ne restera pas plus de 18 mois et qu'elle va donner au Mali le meilleur président démocratiquement élu. Alors prions pour que cette promesse soit tenue et pour qu'à la fin de la transition que nous soyons tous rassurés que nous avons une démocratie qui repart avec un ordre Constitutionnel bien rétabli.

**Modibo Sidibé président de fare An ka wili :**

vous le savez, notre parti a , à tout moment souhaité qu'il y ait des concertations fondamentales qui vont beaucoup plus loin pour avoir une vraie refondation. C'est dans cet esprit que le M5-RFP souhaite avoir une véritable refondation. Nous avons marqué ce qui nous semble être les urgences du pays. Ce qui nous semble être par rapport aux victimes, par rapport à la délinquance financière, par rapport





à la question de la relecture de l'accord. Nous demandons qu'il y ait des assises nationales de la refondation pour qu'on puisse effectivement travailler pour le Mali Kura. Pour nous c'est très clair, s'il n'y a pas de transition à visée refondatrice, ça va être difficile de déboucher sur le Mali Kura. Cela doit être réajusté dans cette dimension.

**Tiébilé Dramé, président du Parena :** Sans concertation, sans dialogue sans consensus, il n'est pas possible de les aborder. Les réformes politiques et institutionnelles sont extrêmement importantes pour l'avenir du pays, pour l'avenir institutionnelle du Mali, pour la stabilité du pays. Et pour ce faire, il est important que les acteurs politiques et les autorités de la transition se parlent, instaurent un dialogue. Je crois que là, il y a un bon début. J'imagine qu'il y aura une suite et que les choses se passeront bien dans l'intérêt de notre pays. Nous avons trop de problèmes. Vous savez nous avons besoin de stabilité pour pouvoir avancer, pour tourner complètement le dos aux crises politiques, institutionnelles. C'est important d'installer des refondations solides à travers des réformes.

Tiéman Hubert Coulibaly, président UDD : Nous avons eu une longue réunion parce que chaque acteur tenait à dire sincèrement ce qu'il pensait. Non seulement, le processus en cours de transition mais aussi des mises en perspectives pour la reconstruction du Mali. Les débats n'ont pas été houleux. Les propos ont été clairs. C'est vrai qu'il y a des divergences forcément mais le but de l'exercice c'est justement de mettre en exergue les divergences afin de pouvoir trouver les solutions les plus rapides parce que le temps est compté. Les solutions les plus rapides pour que l'agenda

concernant les réformes politiques et institutionnelles puissent être accélérées. Certains intervenants ont insisté sur le délai, d'autres ont dit clairement qu'il ne fallait pas un jour de plus. Il est souhaitable que le délai imparti soit respecté. Cela vous savez, il nous reste 13 mois sur le délai imparti. Donc il convient à présent d'ouvrir les chantiers les plus faciles, les plus rapides. La relecture des textes concernant les élections, la création de l'agence unique de gestion des élections, la proposition constitutionnelle parce que nous allons vers une révision constitutionnelle. Il y a un certain nombre de diligences qui concerne la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation. Vous savez qu'il y a de plus en plus question de cet accord ; il faut trouver les conditions consensuelles qui par moment se situent dans l'intérieur du texte de l'accord. Il y a ces chantiers à ouvrir et à pouvoir tenir pour temps imparti.

Le dialogue est toujours satisfaisant. Il y a eu beaucoup de reproches ces derniers temps concernant l'absence de concertation ou l'insuffisance de concertation et les besoins d'inclusion ; alors nous retrouver dans un tel format, je pense que nous pouvons nous sa-

tisfaire de ce premier exercice. J'ai personnellement proposé au premier ministre de tenir ce genre de rencontre de manière périodique pour que nous puissions avancer au même rythme. Cela permettra aux acteurs politiques d'aider la transition comme il se doit. Ça permettra aussi au gouvernement de savoir exactement quel est le point de vue de l'autre côté. Tout le monde a recommandé le respect du délai. Je pense que les autorités de la transition sont dans cette perspective.

**Oumar Ibrahim Toure, président APR :** Je crois que des propositions pertinentes ont été faites à l'ensemble de la classe politique. Le gouvernement de la transition retrace des missions ambitieuses. Mais, on doit aller juste à l'essentiel. Parce qu'ils n'ont que 18 mois. Une transition ne peut que résoudre l'essentiel. Pour la classe politique malienne, l'essentiel ne peut être que les réformes politiques et institutionnelles. C'est également l'organisation des élections crédibles, transparentes et acceptées par tous. Je crois que ce sont ces deux axes fondamentaux que nous avons développés. Je crois qu'on a d'autres préoccupations notamment la question de l'insécurité. Il faut qu'avant qu'on arrive aux élections, que nous puissions vraiment sécuriser le pays d'avantage. Ce sont, sur ces questions fondamentales, que nous avons échangé avec le premier ministre. Depuis que la transition est mise en place, il n'y a jamais eu de dialogue franc entre la classe politique et le gouvernement. Nous ne pouvons que saluer cela. Il y a les autres composantes de la nation telle que la société civile et les syndicats. Ceux-ci aussi, ont leurs mots à dire sur la vie de la nation.

■ Ibrahim Sanogo



# Cheick Oumar Sissoko sur le manifeste de l'imam Dicko : « Après avoir trahi les idéaux des Maliens au profit de la junte militaire au pouvoir, l'imam Dicko tente de revenir au-devant de la scène à travers un manifeste »

Il est réputé pour ses tirs à boulets rouges sur le régime d'IBK ou les autorités de la Transition. Mais dans cette interview qu'il nous a accordée, le week-end dernier, Cheick Oumar Sissoko fait la radioscopie du manifeste de l'imam Mahmoud Dicko, publié la semaine dernière.



**M. Cheick Oumar Sissoko, vous êtes un réalisateur de cinéma connu, mais aussi, leader du « Mouvement Mali Koura » (MMK), membre du Mouvement du 5 juin, à l'origine de la chute d'IBK. Que pensez-vous du manifeste de Mahmoud Dicko, publié la semaine dernière?**

C'est un non-événement, un piège à con.

**Pourtant, ce manifeste est devenu virale sur les réseaux sociaux.**

C'est pour cela que j'ai parlé de piège à con. Ceux qui donneront de l'importance à ce manifeste sont ceux qui ne connaissent pas l'imam Dicko. Ou ses stratégies, surtout quand il tombe en disgrâce au sein de l'opinion.

**Donc, selon vous, ce manifeste n'est, ni plus, ni moins, qu'une tentative désespé-**

**rée de l'ex-autorité morale du M5-RFP de se refaire une nouvelle virginité politique?**

C'est bien cela. Figurez-vous, depuis quelques semaines, lui comme son porte-parole en prennent plein la gueule. L'écrasante majorité des Maliens ne veulent plus entendre parler d'eux, ni de leur CMAS, désormais, à vau-l'eau.

**Pourquoi l'imam et son porte-voix sont tombés en disgrâce au sein de l'opinion ?**

Parce qu'ils ont trahis les idéaux des Maliens portés par le M5-RFP au profit de leurs intérêts égoïstes.

**Pouvez-vous être plus clair ?**

L'imam Dicko nous a trahis au profit de la junte militaire, qui lui a permis d'avoir 17 de ses proches, non seulement au gouvernement,

mais aussi au Conseil National de la Transition. Pire, il est devenu le conseiller occulte de la junte militaire au pouvoir. Conséquence : il a perdu son aura au sein de l'opinion. Et son Mouvement, la CMAS, est au bord de l'implosion. Donc, pour vous, l'objet de ce manifeste est de le sortir de cette disgrâce pour leur remettre en selle. Politiquement, s'entend... C'est exactement cela. Après avoir trahi les idéaux des Maliens au profit de la junte militaire au pouvoir, l'imam Dicko tente de revenir au-devant de la scène à travers un manifeste. Lequel reprend, exactement, les griefs du mouvement du 5 juin contre IBK et la junte militaire au pouvoir, depuis le putsch militaire du 18 août 2020.

**Ce manifeste pourrait-il lui redonner son aura d'antan ?**



Jamais ! L'imam Mahmoud Dicko est fini. Et il lui faudra plus d'un manifeste pour conquérir sa popularité d'antan.

Pourtant, il tente dans son manifeste, de s'attirer la sympathie de ses concitoyens, surtout quand il écrit : « je m'engage à favoriser le dialogue entre tous pour nous réconcilier ».

N'y croyez pas un traître mot. Tout ce qu'il raconte c'est du vent. Lui-même n'y croit pas. Après le bordel qu'il a semé au sein du M5-RFP, personne ne souhaite le revoir au sein de notre mouvement.

### De quel bordel parlez-vous ?

Figurez-vous, c'est lui qui a mis dos à dos le M5-RFP et la junte militaire. Chaque fois que celle-ci cherche à rencontrer les leaders du M5 pour travailler avec eux, c'est Mahmoud Dicko qui la dissuade de le faire. Voici pourquoi le M5 et la junte militaire ne souffrent plus dans la même trompette.

**Dans les premières phrases de son Manifeste, il écrit : « Mon esprit est tourmenté par le sort du Mali et de mes concitoyens. Les sources d'inquiétude s'amoncellent, mon âme affectée finit par déchirer mon cœur ». Qu'en pensez-vous ?**

Ce sont des mots. Rien que des mots. En trahissant les idéaux du peuple malien portés par le M5-RFP au profit de la junte militaire, l'imam Dicko a contribué à ce qu'il appelle les « sources d'inquiétude ». Pour cela, d'ailleurs, l'écrasante majorité de nos concitoyens ne veulent plus entendre parler de lui, ni de son Mouvement, sur le point de voler en éclats.

**L'imam Dicko pourrait-il, un jour, reprendre sa place d'autorité morale au sein du M5-RFP ?**

Vous connaissez l'adage, qui dit « Qui a bu, boira ! » ; moi je dirais, qui a trahi, trahira !

**Que voulez-vous dire par là ?**

Je veux dire qu'après qu'il nous a trahis après la chute d'IBK, il est capable de nous trahir une seconde, voire une énième fois, si nous lui donnons l'occasion.

Propos recueillis par Le Mollah Omar  
Source : Canard Déchainé

## Baber Gano, RPM : « Il faut hâter les pas pour réaliser tant de choses dans le délai »



Les échanges ont été fructueux. Les partis politiques ont dessiné l'architecture institutionnelle qu'ils souhaitent avoir pour cette transition et surtout les réformes nécessaires pour que nous puissions aller très vite aux élections générales. Nous avons attiré l'attention des autorités de la Transition sur le délai de la Transition à respecter. Nous avons des craintes qu'il n'y ait pas de glissement au-delà des 18 mois. Pour nous, c'est une nécessité de rester dans le délai de la Transition.

Tout ne peut pas être fait durant la Transition mais il faut recenser les priorités des Maliens, les réformes attendues pour que nous puissions au minima avoir des réformes nécessaires afin d'avoir un système électoral crédible, des élections non contestables, des élus légitimes.

La proposition phare est l'organe unique de

gestion des élections. Il faut penser à mettre en place cet organe à partir du moment où la CENI a été dissoute. Elle ne peut plus répondre aux critères de mise en place parce qu'il n'y a plus de majorité et l'opposition.

Nous sommes tous d'accord que le système électoral, les institutions et les textes soient améliorés. D'où la nécessité de réforme. Cette rencontre, qui ne s'arrêtera pas à aujourd'hui a permis de déblayer la voie pour aller vers une concertation plus inclusive, plus participative avec les partis politiques... J'en sors avec l'espoir que la Transition va dans une direction positive mais qu'il faut hâter le pas pour réaliser tant de choses dans les 18 mois..»

**Modibo Sidibé, FARES An Ka Wuli : « Il faut réajuster la dimension de la Transition »**

« Le M5-RFP souhaite avoir une véritable refondation. Nous avons marqué ce qui nous semble être les urgences du pays : la justice pour les victimes, la lutte contre la délinquance financière, la relecture de l'Accord. Nous demandons qu'il y ait des Assises de la refondation pour que nous puissions travailler pour le Malikoura. Pour nous, c'est très clair. S'il n'y a pas de transition à visée refondatrice, ça sera difficile de déboucher sur le Malikoura. Cela doit être réajusté dans ses dimensions.»

**Jeamille Bittar, MC-ATT :**  
« Une rencontre de prise de contact au lieu de débat de fond »

« Nous pensions que les débats allaient se porter directement sur les réformes politiques et institutionnelles à venir mais le Premier ministre nous a fait comprendre que c'est une prise de contact qui devait se solder par la mise en place d'un cadre de concertation qu'il y aura avec la classe politique pour discuter et échanger des réformes à amorcer ».

**Oumar Ibrahim Maïga, APR :**  
« C'est un cadre que nous recherchons depuis

longtemps »

« C'est un cadre que nous recherchons depuis longtemps. C'est la première fois que nous avons un temps aussi important avec le gouvernement. Des questions fondamentales ont été évoquées. C'est de voir comment les missions de la Transition peuvent être revues parce que les missions consignées dans la feuille de route sont très ambitieuses. Au regard du temps écoulé, il faut céder et aller vers des priorités.

La classe politique a fait ressortir les priorités : les réformes politiques, l'organisation des élections générales, la sécurité, la création d'un organe unique. Nous nous réjouissons de cette démarche surtout que le Premier ministre nous a dit : « **je vous ai bien écouté. Nous avons pris bonne note de tout ce qui a été dit et nous allons vous revenir** ». Et surtout sa volonté de faire en sorte que ce cadre soit pérenne et élargi pour discuter et trouver les consensus nécessaires »

**Tiébilé Dramé, PARENA :** « Il est important d'installer des fondations solides à travers des réformes »

« Les réformes sont importantes pour l'avenir et la stabilité du pays. Pour ce faire, il est important que les acteurs politiques et les autorités de la Transition se parlent en instaurant un dialogue. Il y a un bon début. J'imagine qu'il y aura une suite et que les choses se passeront bien dans l'intérêt de notre pays. Nous avons trop de problèmes. Nous avons besoin de stabilité pour avancer et tourner le dos aux crises politiques, institutionnelles. C'est important d'installer des fondations solides à travers des réformes.»

**Tiéman Hubert Coulibly, UDD :**  
« Il est souhaitable que le délai imparti soit respecté »

« Il est souhaitable que le délai imparti soit respecté. Il nous reste 13 mois sur le délai. Il convient donc d'ouvrir les chantiers les plus faciles et rapides : la relecture des textes, la création de l'agence unique de gestion des élections, la révision constitutionnelle, la diligence de certaines dispositions de l'Accord et trouver des conditions consensuelles pour le relire. »

Source : l'Indépendant



**malikile.com**

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74% Malikilé

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN



# Festival sur le Niger, Edition 2021 : Un festival sans festivités

**L**e plus grand évènement culturel de la quatrième région (Ségou) et du Mali, dénommé, Ségou Art, festival sur le Niger, se tient cette année dans un format créatif et sans activités à caractère festif et populaire. C'est ce qui a été décidé par les organisateurs de ce grand festival, en raison de l'évolution de la pandémie de la COVID-19 dans notre pays et de la situation sécuritaire fragile au centre.

Le plus grand festival du Mali, entendez le festival sur le Niger, Ségou Art est désormais inscrit dans l'agenda culturel de notre pays. Chaque année de par son caractère festif, il draine des milliers de festivaliers venus de partout dans le monde. Cette année, vu l'évolution de la pandémie du coronavirus et de l'insécurité grandissante dans la zone, les or-

ganisateurs ont voulu dans la sobriété, célébrer la version 2021, sous le thème "Culture et COVID-19: Quel espace pour le digital en Afrique?". Il se déroulera autour d'art contemporain, de conférences, de séminaires, entre autres.

L'activité phare qui regroupera des festivaliers cette année est axée sur le salon d'art contemporain qui vise à stimuler la consommation locale de l'art contemporain et à pallier l'absence du système marchand traditionnel à cause de la crise qui sévit au Sahel depuis plusieurs années. D'autres activités connexes sont au programme comme : Exposition internationale d'art contemporain avec les artistes du Mali et d'Afrique de l'Ouest; Exposition Bi Mali, le Mali contemporain avec les talents émergents de l'art au Mali; Expo-

sition des artistes seniors, amis de Ségou' Art (Abdoulaye Konaté, Cheick Diallo, Janet Goldner, etc.) ; Expositions individuelles d'hommage à Ismaël Diabaté et Amaiguiré Dolo; Invitation des Galeries d'art du Mali et d'ailleurs (Bamako Art Gallery, Galerie Medina, Soleil d'Afrique, etc.); Sélection des 3 meilleurs artistes de la sous-région Ouest Africaine.

Cette année, Ségou Art rend hommage à des icônes de la culture malienne que sont Kardioué Laïco Traoré, Ismaël Diabaté et Amaiguiré Dolo, pour leur contribution au développement de l'art contemporain au Mali. Ségou Art version COVID 19, ce sera donc des conférences, Master class, des conférences, mais pas de concerts ni de foires, un programme réajusté grâce à la crise sanitaire et sécuritaire que traverse le pays. Par ailleurs, la huitième édition de la caravane de Ségou initialement prévue du 25 janvier au 7 février 2021 a été reportée à avril 2021. Cette caravane va regrouper une pléiade d'artistes du Mali et d'ailleurs, pour célébrer la paix, la tolérance et la solidarité.

**Fousseyni SISSOKO**  
Source : NOTRE VOIE



## « Y en a marre », FDS et FRAPP se mobilisent au Sénégal : « Il ne reste que l'affrontement »

Les manifestations des soutiens d'Ousmane Sonko du lundi dernier ne sont que la partie visible de l'iceberg pour les contestations à venir. Les forces de la société civile comme Y en a marre, Frapp et autres ont déterré la hache de guerre contre Macky Sall. Ils combattent toute tentative de liquidation politique du leader de Pastef.



**C**a promet des empoignades dans les jours à venir si le pouvoir ne change pas de posture dans ce qu'il est convenu d'appeler le «Sweet gate». Face à la presse hier, Y en a marre, Frapp France Dégage et Fds Les Guelwaars ont bandé les muscles. Ils soupçonnent Macky Sall d'écarter ses adversaires politiques pour dérouler un troisième mandat sans un rival sérieux.

Le rappeur «Thiat» du mouvement Y en a marre qui a fait office de porte-parole du collectif soutient qu'«il ne reste que l'affrontement». Non sans appeler les guides religieux du pays à intervenir auprès de Macky Sall avant que le pays ne s'embrase.

Quant à Assane Kane des Fds /les Guelwaars, il souligne qu'«aucune forme de lutte légale n'est exclue si jamais le Président Macky Sall persiste dans sa tentative de liquider politiquement un adversaire».

Ces forces vives de la Nation qui ont ouvert les hostilités soupçonnent le Président Macky Sall de chercher aujourd'hui à s'appuyer sur ce dossier judiciaire «pour empêcher, de façon odieuse et lâche, un leader de l'opposition d'être candidat à la présidentielle de 2024».

Pour Guy Marius Sagna et Cie, «s'il réussit son pari antidémocratique, anti-populaire, Macky Sall sera illégalement candidat en 2024. C'est

aujourd'hui qu'il faut arrêter cette entreprise pernicieuse pour notre État de Droit».

Occasion qu'ils saisiront pour appeler «toutes les citoyennes, tous les citoyens, tous les républicains, tous les patriotes, à se dresser contre toute volonté de réduire notre cher Sénégal à une démocratie sans opposition aucune».

Dans le même sillage, les Fds, Y en a marre et le Frapp appellent les partis politiques, les syndicats, les mouvements citoyens à une jonction, pour défendre ce principe. «Nous lançons un appel aux chefs religieux. L'heure est grave. Le pouvoir, par ses agressions multiformes, incite le peuple à l'insurrection. Nous accusons Macky Sall de vouloir mettre le feu dans notre pays par ses manœuvres irresponsables, et cela doit être stoppé», estiment-ils. Aussi, ils appellent à la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées et gardées à vue depuis trois jours et dénoncent les cas de torture, de violations de leurs droits.

Défenseurs de la République, ils ont exigé la vérité dans cette affaire opposant le président du parti Pastef Ousmane Sonko à Mme Adji Sarr. Mais, cette exigence de clarté, estiment-ils, semble compromise car d'emblée, «les autorités judiciaires ont violé les droits du mis en cause». Selon ces membres de la Société

civile, la convocation qui a été servie au député Ousmane Sonko n'a respecté ni les termes de l'article 61 de la Constitution du 22 janvier 2001 encore moins le règlement intérieur de l'Assemblée nationale. «Alors que le Président Macky Sall devrait mobiliser la nation entière dans la lutte contre le Coronavirus, contre le virus des démolitions de maisons, contre le virus des spoliations foncières, contre le virus des violations graves des droits des travailleurs, contre le virus de la crise dans nos hôpitaux et écoles... Y en a marre, Fds Les Guelwaars et le Front pour une révolution anti impérialiste populaire et panafricaine (Frapp) constatent pour s'en désoler que Macky renforce le virus de la dictature politique», dénonce «Thiat» du mouvement Y en a marre. Déplorant au passage l'élimination «arbitraire» des élections et les emprisonnements de Karim Wade et Khalifa Ababacar Sall, le ralliement de celui qui est arrivé deuxième à la dernière élection présidentielle, la chasse au sorcière de ceux qui lui rappellent dans son camp la disposition constitutionnelle que briguer un troisième mandat présidentiel est illégal et illégitime.

Magib GAYE



# La Corée du Nord : Le pays accusé d'avoir volé plus de 300 millions de dollars de cryptomonnaies

Selon un rapport confidentiel de l'ONU, des institutions financières et des Bourses ont été piratées par la Corée du Nord, entre 2019 et 2020, afin de financer le développement de ses programmes nucléaire et balistique. L'objectif serait également de trouver des sources de revenus face aux multiples sanctions auxquelles le pays est soumis.

La Corée du Nord a dérobé au cours des derniers mois plus de 300 millions de dollars de cryptomonnaies via des attaques informatiques destinées à financer ses programmes nucléaires et balistiques interdits, selon un rapport confidentiel de l'ONU. Ce document, rédigé par un groupe d'experts chargé de contrôler l'application des sanctions prises contre Pyongyang, estime qu'"au total le vol de biens virtuels commis par le pays entre 2019 et novembre 2020 s'élève à environ 316,4 millions de dollars" (260 millions d'euros), d'après un État membre des Nations unies.

Des institutions financières et des Bourses ont été piratées afin de financer le développement des programmes nucléaire et balistique nord-coréens, selon ce rapport que l'AFP a pu consulter.

Une large majorité des recettes provenait de deux détournements commis fin 2020.

## Un vaste réseau de pirates informatiques géré par Pyongyang

La Corée du Nord a déployé des milliers de pirates informatiques aguerris qui visent des entreprises et des institutions en Corée du Sud et ailleurs dans le monde.

Leur objectif est également de trouver des sources de revenus face aux multiples sanctions auxquelles le pays est soumis en raison de ses programmes d'armement.

Les négociations entre Pyongyang et Washington sont au point mort depuis l'échec du sommet de Hanoï en 2019. Une des raisons de cette impasse a été l'absence de consensus sur les concessions que la Corée du Nord devrait faire en échange d'une levée des sanctions internationales pesant sur elle.

Le dirigeant Kim Jong-un a depuis montré, notamment lors de parades militaires en octobre et janvier, de nouveaux modèles de missiles et fait part de sa volonté de renforcer l'arsenal



nucléaire du pays.

Les experts de l'ONU ont dit enquêter sur le piratage, en septembre, d'un échange de cryptomonnaies qui s'est soldé par le vol de 281 millions de dollars.

Quelques 23 millions de dollars ont été dérobés un mois plus tard lors d'une deuxième cyberattaque.

"Une première analyse des vecteurs utilisés pour l'attaque et des moyens employés ensuite pour blanchir les produits illicites font apparaître de forts liens avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC)", selon le rapport.

## La Corée du Nord soupçonnée d'avoir mené d'autres cyberattaques

Les capacités en matière de piratage de Pyongyang avaient été mises en lumière en 2014, lorsque le Nord avait été accusé d'avoir attaqué Sony Pictures Entertainment pour se venger du film "The Interview", une satire tournant en dérision Kim Jong-un.

Pyongyang est également soupçonné d'avoir volé, en 2016, quelque 81 millions de dollars à la Banque centrale du Bangladesh (BCB) et, en 2017, quelque 60 millions de dollars à la banque taïwanaise Far Eastern International. Les pirates informatiques auraient intensifié les attaques des plateformes d'échanges de bitcoins, dont la valeur atteinte ne cesse d'augmenter.

Source : France24 Avec AFP



## CAN 2021 : Calendrier, résultats, classements des qualifications

La 33e Coupe d'Afrique des nations (CAN 2021) se déroulera finalement en janvier 2022 au Cameroun, en raison du Covid-19. Cinquante et un pays sont en lice pour faire partie des 24 équipes qui disputeront la phase finale de la CAN 2021. On connaîtra tous les qualifiés à l'issue des 152 matches d'éliminatoires, organisés entre octobre 2019 et mars 2021. Voici le calendrier actualisé, les résultats et les classements de ces qualifications.

**Q**uelles équipes rejoindront les « Lions Indomptables » en TOTAL COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS, CAMEROUN 2021 ?

51 pays sont sur la ligne de départ pour les 23 places restantes en phase finale de la CAN 2021, qui se déroulera exceptionnellement en janvier 2022 à cause du Covid-19.

Huit sélections ont disputé un tour prélimi-

naire, organisé en octobre 2019.

Les vainqueurs de ces confrontations aller/retour ont rejoint les 44 autres nations déjà réparties dans douze groupes.

Les deux premiers de chaque groupe – à l'exception du groupe F où le Cameroun est qualifié d'office – prendront part à la 33e édition du tournoi.

### CAN 2021 : TOUR PRELIMINAIRE ALLER/RETOUR (7 au 15 octobre 2019)

T1 : Liberia – Tchad 1-0 ;

Tchad – Liberia 1-0, 5 TAB 4

T2 : Soudan du Sud – Seychelles 2-1 ;

Seychelles – Soudan du Sud 0-1

T3 : Maurice – Sao Tomé 1-3 ;



Sao Tomé – Maurice 2-1  
T4 : Djibouti – Gambie 1-1 ;  
Gambie – Djibouti 1-1, 3 TAB 2

### CAN 2021 : PHASE DE GROUPES (11 novembre 2019 au 17 novembre 2020)

Groupe A : Mali (qualifié), Guinée, Namibie,  
Tchad (éliminé)

Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :  
Mali – Guinée 2-2 ;  
Namibie – Tchad 2-1  
Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :  
Guinée – Namibie 2-0 ;  
Tchad – Mali 0-2  
Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :  
Mali – Namibie 1-0 ;  
Guinée – Tchad 1-0  
Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :  
Namibie – Mali 1-2 ;  
Tchad – Guinée 1-1  
Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :  
Guinée – Mali ;  
Tchad – Namibie  
Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :  
Namibie – Guinée ;  
Mali – Tchad

**Classement : 1. Mali (10 pts, +4) 2. Guinée (8 pts, +3) . 3. Namibie (3 pts, -3) 4. Tchad (1 pt, -4)**

Groupe B : Burkina Faso, Ouganda, Malawi,  
Soudan du Sud

Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :  
Burkina Faso – Ouganda 0-0 ;  
Malawi – Soudan du Sud 1-0  
Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :  
Ouganda – Malawi 2-0 ;  
Soudan du Sud – Burkina Faso 1-2  
Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :  
Burkina Faso – Malawi 3-1 ;  
Ouganda – Soudan du Sud 1-0  
Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :  
Malawi – Burkina Faso 0-0 ;  
Soudan du Sud – Ouganda 1-0  
Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :  
Ouganda – Burkina Faso ;  
Soudan du Sud – Malawi  
Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :  
Malawi – Ouganda ;

Burkina Faso – Soudan du Sud

**Classement : 1. Burkina Faso (8 pts, +3) 2. Ouganda (7 pts, +2). 3. Malawi (4 pts, -3). 4. Soudan du Sud (3 pts, -2)**

Groupe C : Ghana, Afrique du Sud, Soudan,  
Sao Tomé (éliminé)  
Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :  
Ghana – Afrique du Sud 2-0 ;  
Soudan – Sao Tomé 4-0  
Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :  
Afrique du Sud – Soudan 1-0 ;  
Sao Tomé – Ghana 0-1  
Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :  
Ghana – Soudan 2-0 ;  
Afrique du Sud – Sao Tomé 2-0  
Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :  
Soudan – Ghana 1-0 ;  
Sao Tomé – Afrique du Sud 2-4  
Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :  
Afrique du Sud – Ghana ;  
Sao Tomé – Soudan  
Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :  
Soudan – Afrique du Sud ;  
Ghana – Sao Tomé

**Classement : 1. Ghana (9 pts, +4) 2. Afrique du Sud (9 pts, +3) 3. Soudan (6 pts, +2) 4. Sao Tomé (0, pt -9)**

Groupe D : RD Congo, Gabon, Angola, Gambie

Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :  
RD Congo – Gabon 0-0 ;  
Angola – Gambie 1-3  
Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :  
Gabon – Angola 2-1 ;  
Gambie – RD Congo 2-2  
Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :  
RD Congo – Angola 0-0 ;  
Gabon – Gambie 2-1  
Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :  
Angola – RD Congo 0-1 ;  
Gambie – Gabon 2-1  
Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :  
Gabon – RD Congo ;  
Gambie – Angola  
Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :  
Angola – Gabon ;  
RD Congo – Gambie

**Classement : 1. Gambie (7 pts, +2) 2. Gabon (7 pts, +1) 3. RD Congo (6 pts, +1)**

### 4. Angola (1 pt, -4)

Groupe E : Maroc, Mauritanie, Centrafrique,  
Burundi

Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :  
Maroc – Mauritanie 0-0 ;  
Centrafrique – Burundi 2-0  
Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :  
Mauritanie – Centrafrique 2-0 ;  
Burundi – Maroc 0-3  
Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :  
Maroc – Centrafrique 4-1 ;  
Mauritanie – Burundi 1-1  
Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :  
Centrafrique – Maroc 0-2 ;  
Burundi – Mauritanie 3-1  
Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :  
Mauritanie – Maroc ;  
Burundi – Centrafrique  
Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :  
Centrafrique – Mauritanie ;  
Maroc – Burundi

**Classement : 1. Maroc (10 pts, +8) 2. Mauritanie (5 pts, 0) 3. Burundi (4 pts, -3) 4. Centrafrique (3 pts, -5)**

Groupe F : Cameroun\* (pays hôte, qualifié  
d'office), Cap-Vert, Mozambique, Rwanda

\*Dans ce groupe, seule l'équipe la mieux classée, hormis celle du Cameroun, se qualifiera pour la CAN 2021.

Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :  
Cameroun – Cap-Vert 0-0 ;  
Mozambique – Rwanda 2-0  
Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :  
Cap-Vert – Mozambique 2-2 ;  
Rwanda – Cameroun 0-1  
Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :  
Cameroun – Mozambique 4-1 ;  
Cap-Vert – Rwanda 0-0  
Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :  
Mozambique – Cameroun 0-2 ;  
Rwanda – Cap-Vert 0-0  
Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :  
Cap-Vert – Cameroun ;  
Rwanda – Mozambique  
Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :  
Mozambique – Cap-Vert ; Cameroun – Rwanda

**Classement : 1. Cameroun (10 pt, +6) 2. Cap-Vert (4 pts, 0) 3. Mozambique (4 pts,**

**-3) 4. Rwanda (2 pts, -3)**

Groupe G : Égypte, Kenya, Togo (éliminé), Comores

Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :

Égypte – Kenya 1-1 ;

Togo – Comores 0-1

Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :

Kenya – Togo 1-1 ;

Comores – Égypte 0-0

Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :

Égypte – Togo 1-0 ;

Kenya – Comores 1-1

Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :

Togo – Égypte 1-3 ;

Comores – Kenya 2-1

Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :

Kenya – Égypte ;

Comores – Togo

Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :

Togo – Kenya ;

Égypte – Comores

**Classement : 1. Égypte (8 pts, +3) 2. Comores (8 pts, +2) 3. Kenya (3 pts, -1) 4. Togo (1 pt, -4)**

Groupe H : Algérie (tenante du titre, qualifiée),

Zambie, Zimbabwe, Botswana

Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :

Algérie – Zambie 5-0 ;

Zimbabwe – Botswana 0-0

Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :

Zambie – Zimbabwe 1-2 ;

Botswana – Algérie 0-1

Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :

Algérie – Zimbabwe 3-1 ;

Zambie – Botswana 2-1

Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :

Zimbabwe – Algérie 2-2 ;

Botswana – Zambie 1-0

Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :

Zambie – Algérie ;

Botswana – Zimbabwe

Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :

Zimbabwe – Zambie ;

Algérie – Botswana

**Classement : 1. Algérie (10 pts, +8) 2. Zimbabwe (5 pts, -1) 4. Botswana (4 pts, -1) 4. Zambie (3 pts, -6)**

Groupe I : Sénégal (qualifié), Congo, Guinée-

Bissau, Eswatini (éliminé)

Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :

Sénégal – Congo 2-0 ;

Guinée-Bissau – Eswatini 3-0

Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :

Congo – Guinée-Bissau 3-0 ;

Eswatini – Sénégal 1-4

Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :

Sénégal – Guinée-Bissau 2-0 ;

Congo – Eswatini 2-0

Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :

Guinée-Bissau – Sénégal 0-1 ;

Eswatini – Congo 0-0

Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :

Congo – Sénégal ;

Eswatini – Guinée-Bissau

Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :

Guinée-Bissau – Congo ;

Sénégal – Eswatini

**Classement : 1. Sénégal (12 pts, +8) 2. Congo-B (7 pts, +3) 3. Guinée-Bissau (3 pts, -3) 4. Eswatini (1 pt, -8)**

Groupe J : Tunisie (qualifié), Libye, Tanzanie,

Guinée équatoriale

Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :

Tunisie – Libye 4-1 ;

Tanzanie – Guinée équatoriale 2-1

Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :

Libye – Tanzanie 2-1 ;

Guinée équatoriale – Tunisie 0-1

Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :

Tunisie – Tanzanie 1-0 ;

Libye – Guinée équatoriale 2-3

Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :

Tanzanie – Tunisie 1-1 ;

Guinée équatoriale – Libye 1-0

Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :

Libye – Tunisie ;

Guinée équatoriale – Tanzanie

Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :

Tanzanie – Libye ;

Tunisie – Guinée équatoriale

**Classement : 1. Tunisie (10 pts, +5) 2. Guinée équatoriale (6 pts, 0) 3. Tanzanie (4 pts, -1) 4. Libye (3 pts, -4)**

Groupe K : Côte d'Ivoire, Niger, Madagascar, Éthiopie

Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :

Côte d'Ivoire – Niger 1-0 ;

Madagascar – Éthiopie 1-0

Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :

Niger – Madagascar 2-6 ;

Éthiopie – Côte d'Ivoire 2-1

Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :

Côte d'Ivoire – Madagascar 2-1 ;

Niger – Éthiopie 1-0

Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :

Madagascar – Côte d'Ivoire 1-1 ;

Éthiopie – Niger 3-0

Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :

Niger – Côte d'Ivoire ;

Éthiopie – Madagascar

Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :

Madagascar – Niger ;

Côte d'Ivoire – Éthiopie

**Classement : 1. Côte d'Ivoire (7 pts, +1) 2. Madagascar (7 pts, +4) 3. Éthiopie (6 pts, +2) 4. Niger (3 pts, -7)**

Groupe L : Nigeria, Bénin, Sierra Leone, Lesotho

Journée 1 (11 au 19 novembre 2019) :

Nigeria – Bénin 2-1 ;

Sierra Leone – Lesotho 1-1

Journée 2 (11 au 19 novembre 2019) :

Bénin – Sierra Leone 1-0 ;

Lesotho – Nigeria 2-4

Journée 3 (9 au 17 novembre 2020) :

Nigeria – Sierra Leone 4-4 ;

Bénin – Lesotho 1-0

Journée 4 (9 au 17 novembre 2020) :

Sierra Leone – Nigeria 0-0 ;

Lesotho – Bénin 0-0

Journée 5 (22 au 30 mars 2021) :

Bénin – Nigeria ;

Lesotho – Sierra Leone

Journée 6 (22 au 30 mars 2021) :

Sierra Leone – Bénin ;

Nigeria – Lesotho

**Classement : 1. Nigeria (8 pts, +3) 2. Bénin (7 pts, +1) 3. Sierra Leone (3 pts, -1) 4. Lesotho (2 pts, -3)**

Source : RFI





■ EDITION SPECIALE

**Hommage à l'ancien Président de la Commission Soumaïla CISSE, un des acteurs clé de l'Intégration Régionale**

**EDITO DU PCOM :** « ...la Commission exprime toute sa reconnaissance à celui qui a toujours porté un intérêt majeur aux enjeux de l'Union...» 02

- Focus sur le 1<sup>er</sup> Programme Economique Régional : PER I et Vision UEMOA 2020 :

Deux actions phares du Président Soumaïla CISSE, par Aly D. COULIBALY 04

**TEMOIGNAGES D'ANCIENS COLLABORATEURS DU PRESIDENT CISSE**

- Yamadou KEITA, 1<sup>er</sup> Représentant Résident de la Commission de l'UEMOA en Guinée-Bissau 07

- Yaovi KOUNHOUNDE, 1<sup>er</sup> Directeur des Ressources Humaines de la Commission de l'UEMOA 09

**HOMMAGES D'EX-CADRES JUNIORS** 10

## EDITORIAL

### *Chers collaborateurs*



Ce numéro de notre bulletin mensuel d'informations est entièrement dédié à la mémoire de notre regretté Président Soumaila Cissé à qui j'ai déjà eu l'occasion, dans mon adresse de vœux de nouvel an, de rendre un vibrant hommage.

En faisant le choix de rappeler, à travers ce numéro, ce que fut la contribution du Président CISSE à la construction communautaire, la Commission exprime toute sa reconnaissance à celui qui a toujours porté un intérêt majeur aux enjeux de l'Union à laquelle il a consacré une grande partie de sa vie et toute son énergie.

A travers les pages qui suivent, seront abordées les réalisations majeures conduites sous le mandat du Président CISSE. De manière non exhaustive, Il s'agit ainsi du lancement et de la mise en œuvre du Programme Economique Régional (PER), des décisions de création

des bureaux de représentation, destinés à assurer une plus grande proximité entre la Commission et les Etats membres, ou encore des mesures internes prises pour améliorer les conditions de vie et de travail du personnel en service au sein des Organes de l'Union.

Dans ce numéro de « UEMOA INFOS », qui se veut être d'une autre tonalité que celle des parutions antérieures, vous aurez l'occasion de parcourir des articles et des témoignages de membres du personnel, encore en poste ou admis à faire valoir leur droit à la retraite, sur ce qu'ils retiennent de l'œuvre du Président CISSE.

Puissent ces contributions et ces témoignages être inspirants et donner à tous l'envie d'œuvrer quotidiennement à l'approfondissement du processus d'intégration régionale.

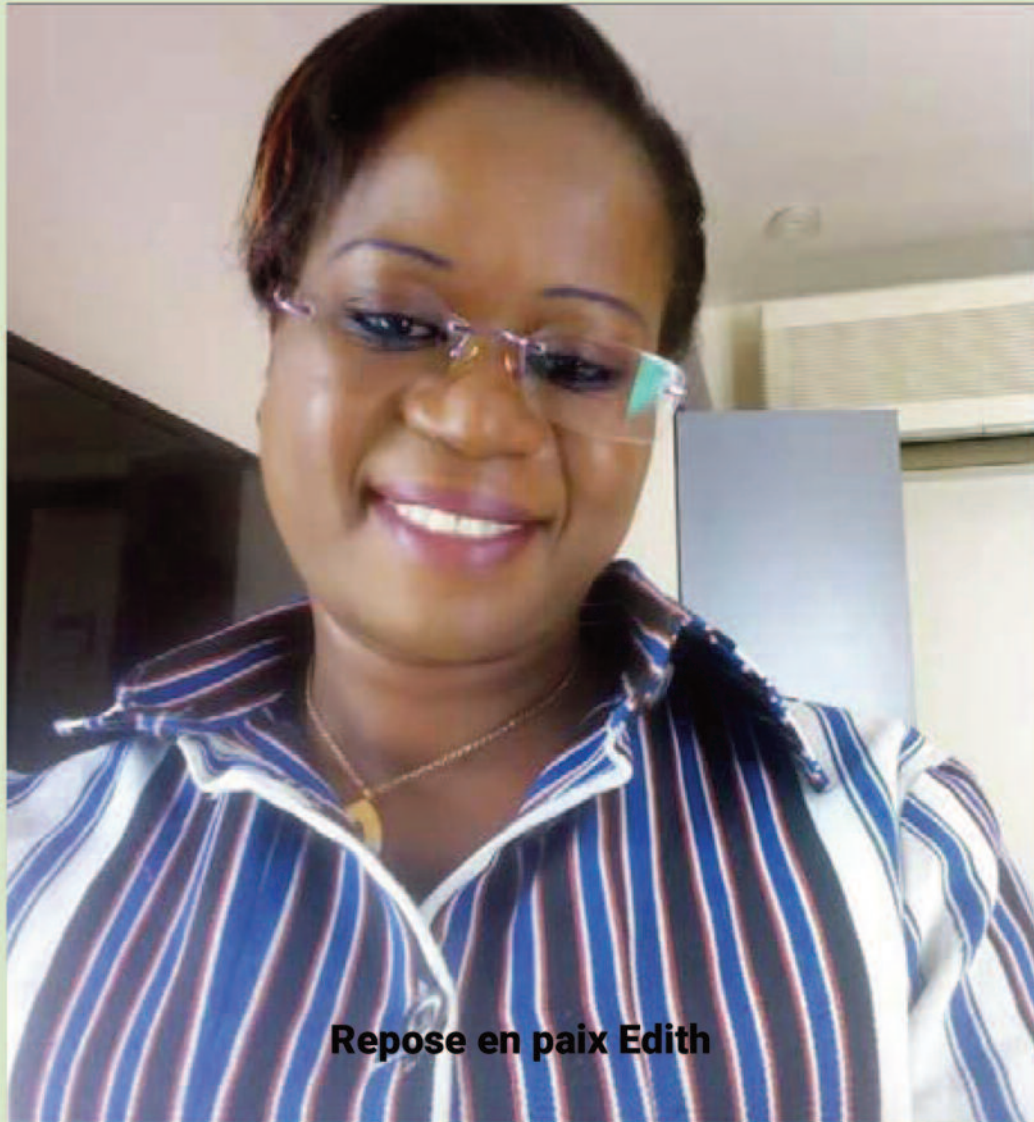
Les défis sont nombreux et coriaces dont la pandémie du covid-19 et l'insécurité constituent les parfaites illustrations du contexte actuel. Mais comme je l'ai déjà relevé dans mes messages précédents, je reste convaincu que l'Union saura les relever par l'engagement de tous.

Bonne lecture.

**Le PCOM Abdallah BOUREIMA**



CARNET NOIR



**Repose en paix Edith**

Au moment où nous bouclons ce numéro, nous avons appris avec une énorme tristesse, la disparition brutale ce dimanche 07 février 2021 de notre collègue Edith ZONGO, précédemment Chef de Secrétariat à la Direction de la Stratégie et de l'Evaluation (DSE).

Nous retiendrons de notre collègue sa grande disponibilité, son professionnalisme, sa gentillesse...

FOCUS SUR LE 1<sup>ER</sup> PROGRAMME ECONOMIQUE REGIONAL

PER I ET VISION UEMOA 2020 : DEUX ACTIONS PHARES DU PRESIDENT SOUMAILA CISSE

Par Aly D. COULIBALY,  
Directeur de la Stratégie et de l'Évaluation  
(DSE)



Le Président Soumaila CISSE a consacré une bonne partie de sa carrière professionnelle au service de l'intégration économique régionale.

Nommé Commissaire de l'UEMOA le 29 janvier 2003 par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, il a d'abord eu en charge le Département des Politiques Fiscales, Douanières et Commerciales avant de se voir confier la Présidence de la Commission en 2004, poste qu'il occupa jusqu'en 2011. Dans ses multiples responsabilités, il a toujours fait

"le choix de l'audace et de l'avenir". Infatigable jardinier de l'intégration, il a beaucoup semé sur de nombreux terrains fertiles.

Ainsi, face à la persistance d'une situation morose liée notamment à la décélération de la croissance économique, à l'évolution démographique rapide, à la faiblesse des investissements et au retard dans la mise à niveau des infrastructures routières, ferroviaires et énergétiques dans l'espace communautaire, le Président CISSE, s'était pleinement investi, avec quelques partenaires, dans la conception et la mise en œuvre de la première phase du Programme Economique Régional sur la période 2006-2010 (PER I), avec pour objectif majeur d'inverser ces tendances lourdes.

En initiant le PER, une expérience inédite en 2004 pour une communauté économique régionale en Afrique, le Président CISSE traduisait en réalité l'impératif de promouvoir la "Neuvième Economie" de l'Union, celle solidaire et robuste, bâtie sur la "niche régionale" offerte par le Traité et complémentaire des économies nationales. Cet ambitieux programme devenait ainsi l'un des principaux instruments de visibilité de l'institution sous régionale auprès des populations et des partenaires techniques et financiers.

D'un coût global de 3 470 milliards de FCFA, le PER I comprenait soixante-trois (63) projets structurants, intégrateurs répartis en cinq (5) axes stratégiques (infrastructures économiques, gouvernance économique, capital humain, appareil productif intégré et partenariat pour la mobilisation des ressources



financières) et exécutés par divers acteurs (Etats membres, Commission, secteur privé). La concrétisation du PER I a permis à l'Union d'améliorer les conditions de vie des populations avec notamment :

- ✓ la réalisation de plus de 3.000 forages (points d'eau) dans l'ensemble des Etats membres pour faciliter l'accès à l'eau potable des populations les plus démunies en milieu rural ;
- ✓ la création de 1500 emplois directs ;
- ✓ la réalisation d'infrastructures routières dans tous les Etats membres ;
- ✓ la construction de postes de contrôle juxtaposés aux frontières et des stations de pesage sur les principaux corridors de l'Union ;
- ✓ la lutte contre l'érosion côtière dans les pays côtiers ;
- ✓ l'aménagement des terres de l'Office du Niger ;
- ✓ la restructuration et la mise à niveau des industries dans tous les Etats membres ;
- ✓ la labellisation de vingt (20) institutions de formation et de recherche dans le but

de renforcer la qualité de la formation et de la recherche dans les institutions de formation des Etats membres ;

- ✓ la participation, à hauteur de 3 milliards de FCFA, au capital de la compagnie aérienne ASKY...

Ainsi, les succès enregistrés avec le PER I ont conduit le visionnaire Soumaïla CISSE à élaborer la phase II de ce programme sur la période 2012-2016 afin de consolider davantage le processus d'intégration des économies des Etats membres et de mettre en place un environnement favorable à la création de richesses pour un mieux-être des communautés de l'Union.

Dans la même lancée, en 2009, le Président CISSE a mis en place un Panel de Haut Niveau, composé de personnalités très expérimentées dont la position extérieure à la Commission était un gage d'indépendance, pour identifier les grands enjeux auxquels l'UEMOA devra faire face ainsi que les défis essentiels qu'elle devra se préparer à relever au cours de la décennie 2010-2020.



Un des équipements offerts au Laboratoire de Biologie moléculaire et de Génétique de Ouagadougou





Des infrastructures de protection de la côte à Anecho (Togo)

Le document issu des réflexions de ce panel, « **L'UEMOA en 2020** », décrit les progrès remarquables réalisés au terme de cet horizon par les Etats membres pour « *la construction d'une confédération et la mise en place d'un exécutif commun pour la gestion de leur défense, de leurs affaires extérieures, de leur commerce extérieur, de leur système douanier, et de leurs codes civil et commercial. Dans le même mouvement, ils ont créé une institution judiciaire suprême, coiffant les juridictions nationales* ».

La justesse du premier scénario qui y est présenté et intitulé « **Les seigneurs de la guerre : le temps des hyènes** » s'apprécie en ces termes : « *Diverses bandes armées contrôlent des portions de plus en plus importantes du territoire de l'Union. Certaines se réclament de fondamentalismes religieux, d'autres de solidarités ethniques, d'autres encore ont un comportement maffieux* ».

Une **réalité malheureusement vécue** dès 2012 dans certains Etats de l'Union et un appel notamment pour une mutualisation de leurs ressources et une intégration accélérée.

Et telle une **prémonition**, le Président CISSE sera victime d'un enlèvement par un groupe « djihadiste » dans son propre pays et dans sa région natale, une captivité vécue pendant plus de six mois et une Vision UEMOA qui a expiré en 2020, année qui correspond, inopportunément, aussi à celle de son **dernier voyage vers Allah** Le Tout Puisant, sans alerte, ni derniers conseils.

**Les visionnaires sont souvent traités de fous.** Pour citer Churchill Winston, "**la grande leçon de la vie, c'est que parfois, ce sont les fous qui ont raison**".

L'héritage que le Président CISSE nous laisse est très riche. Le personnel des Organes, les entreprises et les populations de l'Union continuent actuellement à bénéficier des retombées des nombreuses initiatives et réformes qu'il a entreprises.

Aujourd'hui, nous sommes tous des orphelins très éprouvés par sa disparition. Faisons en sorte que son legs survive, prospère et que le rêve de ce grand architecte de l'intégration ouest africaine ne s'éteigne JAMAIS, et de là où il est, qu'il soit fier de nous.



TEMOIGNAGES D'ANCIENS COLLABORATEURS DU PRESIDENT CISSE

Bissau a été la 1<sup>ère</sup> capitale des Etats membres de l'Union à accueillir un Bureau de Représentation de la Commission (BRC).

La rédaction de « UEMOA INFOS » a recueilli le témoignage de Yamadou KEITA, 1<sup>er</sup> Représentant Résident de la Commission en Guinée-Bissau



Faire un témoignage bref concernant un personnage d'une telle dimension n'est pas si simple, même s'il se limite à l'ouverture des Bureaux de représentation dans les Etats membres de l'UEMOA.

Conformément aux objectifs de l'UEMOA, à la mission, à la vision et aux valeurs de la Commission de l'UEMOA, le Président Soumaïla CISSE, soucieux de l'accélération de la mise en œuvre des chantiers communautaires ouverts, notamment les réformes, les politiques, les programmes et projets, en vue d'atteindre les objectifs de l'Union, a ambitionné l'ouverture

effective des Bureaux de Représentation dans tous les Etats membres, amorcée par la création de celui de la Guinée-Bissau en 2002 par le Président Moussa TOURE.

Pour ce faire, le Président CISSE m'a nommé et installé en 2004 en qualité de Représentant Résident de la Commission de l'UEMOA à Bissau, en exécution de l'Accord de siège de 2002 entre l'UEMOA et la République de Guinée-Bissau, qui définit clairement mes missions et attributions.

Cette démarche s'inscrivait dans le cadre d'une expérience pilote dans l'Etat membre

qui avait besoin d'une assistance et d'un appui urgents, comme pour témoigner de la solidarité partagée, ferment de l'intégration au sein de notre espace communautaire. A travers cette action, le Président CISSE visait en outre à arrimer la Guinée-Bissau, et à terme les autres Etats membres, à la marche irréversible vers l'intégration donc la prospérité et le progrès social. Cet objectif a été atteint avant la fin du deuxième mandat du Président CISSE, un des grands artisans de l'intégration socio-économique et financière de notre continent.

Après mon installation auprès des plus hautes Autorités de Guinée-Bissau, qui s'est déroulée en Conseil des Ministres, le Président CISSE m'a demandé si je pouvais relever les défis qui m'attendaient, à savoir la réalisation des attributions et missions du « Tout Nouveau Bureau de Représentation » ouvert à Bissau. Aussi, a-t-il indiqué que les résultats de cette expérience pilote seront déterminants pour la poursuite de cette activité dans les autres Etats membres. J'ai répondu par l'affirmative à cette question.

Pour le Président, c'était l'avenir de l'intégration au sein de l'UEMOA qui était en train de se jouer. Aussi, insistait-il sur le renforcement de la collaboration avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), les autres Organes de l'UEMOA, les institutions d'intégration africaine, afin de faciliter l'accomplissement de mes missions et attributions.

La confiance partagée et la responsabilisation ont guidé notre collaboration, empreinte de plaisanteries au nom du cousinage, une des valeurs de la culture mandingue. Aussi, marquait-il son accord, suivi d'orientations si nécessaire, sur mes propositions de gestion des dossiers sensibles du Bureau. C'était l'une des meilleures expériences de ma vie professionnelle.

Permettez-moi de témoigner que le Président CISSE n'a ménagé aucun effort pour soutenir la réussite du Bureau de Bissau, rattaché à la Présidence, en vue d'assurer la poursuite du processus d'ouverture des autres Bureaux, conditionnée, entre autres, à l'atteinte de l'objectif d'amélioration sensible des taux de mise en œuvre des politiques et réformes ainsi que des taux d'exécution des programmes et projets communautaires vers plus de 50 %.

Après l'atteinte des objectifs du Bureau de la Guinée-Bissau, il a été décidé d'ouvrir des Bureaux dans les autres Etats membres. Cette ouverture et le suivi de la mise en œuvre des chantiers communautaires, ont, sous l'impulsion du Président Cheikhe Hadjibou SOUMARE, conduit à l'Acte additionnel n°05/2013/CCEG/UEMOA du 24 octobre 2013 portant institution d'une revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires au sein de l'UEMOA.

Toutefois, comme toute créature, il n'a pas pu trouver de solution à l'impitoyable mort qui nous l'a arraché le 25 décembre 2020. C'est une immense perte, notamment pour sa famille, ses amis, collaborateurs et camarades politiques, son pays et le continent africain qu'il a brillamment et loyalement servis. Je présente mes condoléances les plus attristées à tous.

J'espère que cette épreuve va s'atténuer progressivement à travers les sacrifices et prières qui restent l'unique solution après la fin inéluctable du cours de l'existence de toute personne. Nous appartenons à Dieu et à lui nous retournerons. Fasse le ciel que nous ayons la sagesse et la force pour continuer ses œuvres, notamment son combat pour le développement de son pays, de notre Union et du continent africain, car c'était son vœu le plus ardent.



Comme annoncé par le PCOM dans son adresse au Personnel le 12 janvier dernier, le Président CISSE a, sur le plan interne, « *su très tôt être à l'écoute du personnel, car ayant compris que l'environnement et les conditions de travail sont essentiels pour la motivation* ».

*Yaovi KOUNHOUNDE a été le 1<sup>er</sup> fonctionnaire à occuper le poste de Directeur des Ressources Humaines de la Commission de l'UEMOA.*

*Aujourd'hui à la retraite, il revient ici, à travers son témoignage, sur les acquis obtenus par le Personnel des Organes de l'Union sous Soumaïla CISSE.*



«*Tout au long de son mandat à la tête de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) de 2004 à 2011, je fus son Directeur des Ressources Humaines. Ce manager hors pair m'a personnellement marqué ainsi que l'ensemble des fonctionnaires de l'Union par ses actions positives concourant à l'épanouissement et à l'émulation du personnel. Je citerai sans être exhaustif :*

- *L'adoption d'un nouveau statut et d'une politique de formation du personnel ;*
- *Le relèvement du niveau de rémunération des fonctionnaires par l'adoption d'une nouvelle grille de salaire et l'institution d'une prime d'ancienneté ;*
- *L'institution d'une prime d'aide à la scolarité ;*
- *L'adoption d'une couverture sanitaire*

*souscrite en faveur du personnel et de sa famille ;*

- *La création de la mutuelle du personnel de l'UEMOA ;*
- *La mise en œuvre du programme de Cadres Juniors en faveur de la jeunesse de l'Union et j'en passe...*

*Toutes ces mesures ont contribué à renforcer l'expertise de l'UEMOA face aux grands enjeux de développement de la sous-région par la stabilité et la qualité de son personnel.*

*Le décès subit du Président Soumaïla Cissé a été un événement inattendu d'une gravité rare tant pour un collaborateur que je suis, pour son pays d'origine, pour la sous-région ouest africaine que pour l'Afrique. Son talent, sa simplicité, sa force de persuasion et sa vision claire du développement constituaient pour moi une fascination et une expérience de très grandes valeurs acquises pour avoir été l'un de ses collaborateurs.*

*Soumaïla Cissé, je suis fier de l'avoir eu comme Président, de l'avoir connu. Son leadership, sa grande ouverture d'esprit, son humour et sa simplicité m'ont modelé à jamais. Quoique l'on fasse, où que je sois, je garderai toujours le souvenir positif de sa générosité, de sa grande capacité de travail et de sa haute personnalité.*

*Adieu mon Président, que la terre vous soit légère ».*



## HOMMAGES D'EX-CADRES JUNIORS

Il a cru en la jeunesse de l'espace sur laquelle il a misé, d'où l'ambitieux « **Programme de Recrutement des Cadres Juniors (PRCJ)** », qu'il a instauré fin 2008. Ce programme était destiné à valoriser la participation de ressources humaines dynamiques et jeunes à l'œuvre de l'intégration régionale. Ainsi, des jeunes, venus des huit Etats membres, sélectionnés suite à un appel à candidatures vont rejoindre la maison communautaire en 2010.

Diplômés de grandes universités à travers le monde et dans de nombreux domaines comme aménagement du territoire, économie du développement, agronomie, audit, finance et management des organisations, ressources

humaines, droit, intelligence économique, santé publique, informatique, réseau et sécurité... ces jeunes, pendant trois ans, vont se familiariser avec l'environnement professionnel avec un système de rotation dans les différents départements.

Plus d'une décennie après, ces ex-Cadres juniors ont bien grandi et occupent plusieurs postes de responsabilité au sein de la maison commune.

Aujourd'hui ils pleurent la disparition de leur parrain pour ne pas dire leur « père »

Témoignages...



**DIARRA Souleymane,**  
Chef de la Division, Stratégie, Etudes et Prospective à la DSE

« De mon cœur éprouvé, jaillissent les mots **Vision, Détermination et Humilité** qui, à mon avis, caractérisent bien la vie du Président CISSE.

Jeune économiste, j'étais particulièrement séduit pendant mon cursus universitaire par l'approche « Soumi ». Au début des années 2000, je n'aurais jamais imaginé qu'un jour, nos chemins se croiseraient.

Dieu a fait le temps et, sur ce temps, a tracé le chemin de toutes ses créatures. Lui Seul sait la



voie individuelle qu'empruntera chaque être. Ce Dieu faisant, je me retrouve en 2006 en stage à la Commission de l'UEMOA. J'effectue des visites de courtoisie auprès des frères, sœurs, oncles et tantes de la Commission. Pas de chance ! Assez mobile pour des raisons professionnelles, Soumaïla lui, je ne le verrai pas.

Dieu toujours dans sa grande souveraineté, Maître des destins, me renvoie encore à la Commission de l'UEMOA en février 2010, cette fois-ci, en tant que jeune professionnel. L'occasion est solennelle et dans la grande salle de conférence de la Commission lors d'une matinée de présentation des nouvelles jeunes recrues, j'ai tout de suite décodé en lui (Soumaïla CISSE) mes deux premiers mots qui le caractérisent : **Vision et Détermination**. Des mois passèrent, une véritable occasion m'est donnée pour ne plus le quitter. Mon service d'affectation, l'Unité de Programmation Stratégique (UPS) organise des sessions du Panel de Haut Niveau pour donner à l'Union, une vision. Lors d'une des sessions, CISSE me tape sur les épaules et dit : *"Jeune homme, venez causer avec moi"*. Ainsi, s'en est suivie une série de questions sur mon lieu de naissance au Mali, mon cursus universitaire, ma façon de voir l'intégration, les défis pour nos Etats, etc. De là, je tire mon dernier mot sur Soumaïla : **Humilité**.

D'autres échanges, j'ai compris très rapidement qu'il voulait qu'on avance. Que l'UEMOA avance, que nos pays avancent. Il me disait dès lors, « *DIARRA, dans tout projet que tu voudras entreprendre dans la vie, il faudra scrupuleusement respecter cet ordre chronologique des choses : l'idée avant tout, les Ressources humaines de qualité par la suite et les Moyens financiers à la fin* ».

Ainsi, j'ai décidé qu'avec mes quelques compétences, je m'engagerai pour Soumi et je l'aiderai à réaliser ses visions pour l'Union et pour nos pays.

Soumi m'a rapidement fait confiance, m'a orienté et m'a beaucoup conseillé. Il avait ce sens du respect inqualifiable envers moi et envers n'importe quel individu quel que soit son rang.

Je fais partie des rares personnes ayant causé et posé avec lui après sa libération des six longs mois de captivité.



*"Photo prise en décembre 2020 au domicile de S. CISSE à Bamako"*

Comme vous le remarquerez sur la photo témoin, sa main sur mon épaule, nous faisons quelques pas ensemble, Soumi Champion finit par rentrer dans son deuxième bloc de salon, ressortir, me demander des nouvelles de certaines personnes, me parler de son voyage du lendemain dimanche, mais sans me dire un mot sur son dernier et si surprenant voyage....

Qu'Allah lui fasse miséricorde et regarde surtout son cœur... »





**« Junior ! Je ne le suis plus ! Mais je ne saurais traduire ma reconnaissance à SOUMAILA CISSE, d'avoir été inspiré pour la mise en œuvre de ce programme »**

**Laetitia Yei ADOU GNEBADIORO,  
Chef de la Division Développement des  
Ressources Humaines**

« Je ne saurais commencer mes propos sans dire « MERCI », ce bien petit mot pour marquer toute ma reconnaissance à ce Grand Homme, ce grand Manager et ce Bon « Père » pour Moi ! Un Père, oui SOUMAILA CISSE l'a été pour nous, jeunes, qui avons profité de ce programme baptisé « Programme Cadres Juniors ».

Il a su croire en nous et a compris que des Institutions fortes se construisent avec tous, notamment avec la relève de demain : La Jeunesse !

Il a su dès notre arrivée, mettre toutes les conditions pour que nous nous sentions chez nous, dans notre « Maison Commune ». Il avait toujours des paroles de sa-

gesse, d'encouragement à notre endroit. Je l'ai observé et j'ai entendu tout le bien qui se disait de lui par les agents de l'UEMOA.

Je retiens que le bien-être social du personnel était au cœur de ses préoccupations.

**Le programme « Cadres Juniors » et si on en parlait...**

Ce programme a été pour moi une découverte. Non en termes de découverte du monde professionnel, mais une découverte de l'espace UEMOA, de l'intégration et de tous ceux qui se battent au quotidien pour que l'on parle d'une seule voix et d'un seul Espace communautaire.

J'ai eu à participer à ce programme durant trois (03) ans, de janvier 2010 à février 2013. Trois ans d'apprentissage, de découverte de soi et des autres, trois ans de compréhension des mots (espace, économie, harmonisé, intégration) galvaudés çà et là, mais qui ont tout leur sens en regardant ces hommes et ces femmes de notre « Maison » à la tâche.

Le choc du début, oui nous l'avons connu mais ce choc a été adouci car nous avons un Manager Soumaila CISSE qui a su nous montrer que nous avons de la valeur et que ce programme n'était pas un caprice mais un élément important pour l'UEMOA.

Le programme « Cadres Juniors » est une chance. Nous avons été façonnés, modelés à la culture UEMOA. Grâce à ce programme, la vision de l'UEMOA n'était plus un alignement de mots dans un plan stratégique, mais une vision que je partage et au-delà de ma modeste personne, tous les ex-cadres juniors.

Ce fut de belles années, de belles rencontres, de beaux challenges. J'ai compris que le monde du travail impitoyable par moment est aussi merveilleux car la satisfaction du travail bien fait et reconnu par les pairs et les supérieurs est valorisante.

J'en ai appris des choses tant dans mon domaine d'activité « la gestion des Ressources

Humaines » que sur d'autres domaines où je me suis découverte des aptitudes cachées.

J'ai eu de bons encadreurs à savoir Messieurs Yaovi KOUNHUNDE et Moustapha Mamadou BARRO. J'ai travaillé avec des équipes dynamiques des différents Départements et Organes et des personnes motivées pour que les choses « avancent ».

A tous, je vous dis MERCI !

Junior ! Je ne le suis plus ! Mais je ne saurais traduire ma reconnaissance à SOUMAILA CISSE, d'avoir été inspiré pour la mise en œuvre de ce programme qui je le regrette s'est éteint en même temps que son départ de la Commission.

Monsieur le Président, SOUMAILA CISSE, de là où vous vous trouvez, sachez que votre souvenir restera à jamais gravé dans nos mémoires. Que votre âme repose en paix dans la félicité du Créateur ! »







**« Aller sur les traces que le Président Soumaïla CISSE aura laissées, c'est marcher sur un chemin fait d'humanisme, de professionnalisme et d'espérance »**

**Kouadjo Théodore DOMAGNI,**  
**Directeur du Médicament vétérinaire**

« Un homme, quand il marche, il laisse des traces se plait-on à dire. Des empreintes de vie qui constituent parfois les témoignages silencieux de ses valeurs, ses principes, ses réussites et ses erreurs. Aller sur les traces que le Président Soumaïla CISSE aura laissées, c'est marcher sur un chemin fait d'humanisme, de professionnalisme et d'espérance.

De par ses qualités professionnelles, son sens du management et sa confiance en la jeunesse, il a su maintenir l'institution sous régionale sur la belle trajectoire tracée par ses prédécesseurs. Il était un adepte du compromis tout en évitant la compromission, alliait rigueur et ouverture, obtention de résultats et écoute. L'exemple de cette posture

c'est son accessibilité légendaire. Il suffisait de demander une audience et vous pouviez le rencontrer. Il avait même institué un jour de la semaine dédié à cet exercice.

L'on ne peut oublier ce 1<sup>er</sup> février 2010, quand nous arrivions à l'UEMOA, alors Cadres juniors. Pour certains d'entre nous, c'était même le premier emploi. Nous étions tous impressionnés par cette institution de renom, un peu fragile aussi sur les bords et une forte pression sur les épaules. Il fallait qu'on prenne nos marques. Le président CISSE, par des mots d'encouragements, des discours de motivation, une attention profonde au cours de rencontres parfois informelles arrivait à nous recentrer.

Cette manière de faire dans un cadre professionnel lui était sans doute dictée par une valeur à laquelle il était si attaché : son humanisme. Les relations humaines sont chères à Monsieur CISSE. L'homme au centre de toute initiative. Pour lui tout peut se régler par la concertation et la discussion.



Il faut éviter les positions extrêmes. Le sens de la mesure, un crédo qu'il aura mis un point d'honneur à suivre durant son mandat à la Commission de l'UEMOA.

Tout ce bagage intellectuel, cet attachement à l'homme, ce sens du leadership auraient sans doute fait de cet homme, ce grand dirigeant, un éclairer de la sous-région et de l'Afrique.

Hélas le destin en a décidé autrement le 25 décembre 2020, l'homme s'en est allé... Laissant cependant des traces... Assez visibles... Sans doute une source d'inspiration pour les générations à venir.

Adieu mon Président »



*Le Président Soumaïla CISSE et des Membres d'Organes posant avec les cadres juniors en 2010*



## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Du côté de vos activités, tout devrait bien se dérouler, en dépit de quelques moments de tensions pendant lesquels vous n'hésitez pas à exprimer ouvertement votre dépit. Ce sera dommage, car on interprétera votre attitude comme un manque de motivation.

Vous aurez des adaptations budgétaires à prévoir, car votre secteur financier se retrouvera en zone instable. Difficultés à régler échéance, erreur de gestion ou débordements, vous devrez rester prudent et veiller sérieusement à votre gestion.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

L'aspect entre la Lune et Uranus est excellent pour les démarches en vue d'un nouveau job. Si vous cherchez du travail ou si vous souhaitez changer de poste, comptez sur les astres pour doper votre créativité. Vous saurez marquer des points par une originale inventivité.

Vous devrez restreindre les dépenses de loisir si vous voulez pouvoir mettre de côté quelques euros en vue d'un projet à venir. Vous avez tendance à vous faire plaisir quand ça vous chante, mais entre vous faire des cadeaux et économiser, il faudra que vous choisissiez.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous êtes très insatisfait de la situation professionnelle actuelle. Elle vous donne l'impression d'être la dernière roue du carrosse. Vous pouvez éprouver de la frustration et un sentiment d'ingratitude. Un changement de travail est la voie du salut.

Des efforts sont encore à faire, car le budget reste insuffisant. Vous devez calculer au plus près les frais liés à votre train de vie et votre trésorerie dédiée aux loisirs. Du bon sens et un peu de frustration pourraient vous aider à passer ce cap financier.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous ferez un sacré bond en avant et vous aurez de vraies chances de progresser et de renforcer votre efficacité professionnelle. À la recherche d'un emploi, exprimez des propositions, faites jouer vos réseaux, vous obtiendrez des retours intéressants.

Vous devrez suivre les contraintes de Mercure et pas question de dépenser sans compter. Elle sera douée pour accélérer vos rentrées d'argent, vous indiquer de bonnes affaires ou vous montrer comment mieux vivre avec les moyens dont vous disposerez.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Un supérieur hiérarchique vous fait confiance et vous donne l'occasion de saisir une opportunité. Cette nouvelle peut vous déstabiliser aussi, car vous n'êtes pas tout à fait prêt. Faites-vous confiance tout en réfléchissant vite face à ce choix inédit.

Ce n'est pas l'ambiance des économies, mais avec du bon sens vous pourriez freiner votre dilapidation du salaire. Ce dernier part aussitôt qu'il entre dans différentes destinations et spécialement dans les loisirs. Des joies actuelles peuvent causer des frais.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Ne vous énervez pas si des réponses tardent à arriver. Vérifiez que les mails sont bien envoyés et pas coincés dans les brouillons par exemple. Mercure perturbe les échanges et ralentit le tempo. Ne le laissez pas oeuvrer et redoublez de vigilance.

Ce domaine va vous obliger à la patience. Vous attendez un remboursement depuis un moment déjà et malgré les relances, vous devrez patienter encore un peu. Certes, vous avez besoin de cet argent, mais vous énerver ne fera pas avancer les choses plus vite.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

La carrière professionnelle apporte des désagréments et vous devez vous montrer très patient. Votre évolution dépend d'un concours de circonstances. La vie vous propose de remplacer une personne qui part du service. Cet imprévu tombe à point nommé.

Les jours se suivent et se ressemblent. Des frais importants concernent des factures et des paiements obligatoires. Vous devez garder une trésorerie pour les règlements utiles et peu investir peu dans les loisirs et la frustration semble inévitable.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Un collègue vous mènera la vie dure. Il guettera un faux pas dans l'espoir de prendre votre place. Accrochages verbaux, malentendus ou absence totale de communication compliqueront sérieusement les choses, mais vous ne baisserez certainement pas les bras.

Cette proposition ne vous dira rien qui vaille. Vous serez surtout frileux à l'idée d'investir ou d'acheter quelque chose, car vous aurez besoin de grossir votre bas de laine pour vous sentir bien. Louper une opportunité ne vous viendra pas à l'esprit.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Des changements importants risquent de vous placer dans une situation inconfortable. Uranus bouscule les habitudes. L'organisation établie n'a plus lieu d'être. On vous demande de vous adapter. Ça coince ! Mars et Mercure en carré à Uranus vous rendent mordant...

Saturne et Neptune vous aident à faire fructifier vos affaires ou vos revenus ou encore de choisir le bon placement. Vous aurez du flair ! Résistez à la poussée dépendante que risque de vous envoyer Jupiter et tout ira bien !



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

C'est dans votre coin, loin du bruit et de l'agitation que vous pourrez vous concentrer pour avancer avec efficacité sur ce que vous avez à faire. Si vous travaillez de chez vous, isolez-vous par exemple en installant un coin bureau dans votre chambre.

Côté financier le climat s'annonce agréable. Vous n'êtes pas à l'abri d'une bonne surprise aujourd'hui. Ça pourra être le fait de profiter d'une grosse ristourne sur un achat impératif ou de voir une somme arriver sur votre compte. En tout cas, ça permettra de garder votre budget à flot.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Des contacts avec vos collaborateurs sont en train de se transformer. Un appui d'un collègue a la possibilité de vous ouvrir des portes. Un choix crucial est en cours. N'écoutez pas la peur de l'échec, car elle pourrait empêcher une bonne coopération.

Des efforts sont à faire pour ne pas céder aux achats. Ces derniers peuvent impliquer la décoration de la maison ou bien de changer de tenue vestimentaire. Uranus en Taureau vous entraîne vers des dépenses très imprévisibles ou liées aux technologies.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Vos rendez-vous et les dossiers vont s'enchaîner à flux tendu. Des tensions relationnelles, des critiques ou des polémiques pourraient bien vous compliquer la tâche. Dans votre intérêt, essayez de ne pas surenchérir et préférez une attitude abordable.

Un peu de prudence sera la bienvenue, car si la chance sera sur votre chemin, une certaine insouciance pourrait occulter des réalités importantes. Ainsi prévenu, vous aurez la possibilité de réagir à temps, surtout si vous avez fait de mauvais choix.





**SAER GROUP C'EST:**

**+ de 400  
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de  
**26 sociétés**, qui oeuvrent tous au rayonnement  
de la marque SAER.

**SAER GROUP**